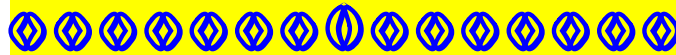


**JEUDI 21 MAI 2015**

*La fin de la civilisation industrielle.*

- = Fitch révisé les notes de plusieurs banques européennes p.1
- = Ça devient inquiétant, les dirigeants de grandes banques disent craindre une bulle financière p.3
- = Grèce : Athènes lance un ultimatum à ses créanciers p.4
- = Les marchés émergents (BRICS) sont dans un effondrement économique sans précédent ! p.6
- = **Comment tout peut s'effondrer (Pablo Servigne & Raphaël Stevens) p.8**
- = **Interview de Paul Chefurka pour Adrastia p.12**
- = Les marchés boursiers et obligataires manipulés au détriment des jeunes (Bill Bonner) p.19
- = Adios, Argentina p.22
- = Marchés actions, marchés obligataires : le consensus économique n'est pas bon conseiller p.25
- = « Les banques peuvent-elles encore faire faillite ? » (Charles sannat) p.26
- = AU JEU DU CHAT ET DE LA SOURIS, ON NE SAIT PLUS QUI EST QUI... (François Leclerc) p.33
- = **Le cauchemar financier (Bruno Colmant) p.34**
- = **Dis, tonton éolien, pourquoi tu tousses ??? p.35**
- = Environnement : sauvez la planète, laissez-nous tranquilles (Simone Wapler) p.36
- = Supprimer le Cash et voler l'Épargne (Bruno Bertez) p.39
- = Soros évoque le risque de guerre mondiale (Bruno Bertez) p.40
- = Attention à propos de la croissance US de Q1 (Bruno Bertez) p.41
- = Fermetures et banqueroutes de magasins (Jesse) p.41
- = L'Islande veut confier la création monétaire à sa banque centrale (Le Yéti) p.43
- = La fin des billets de banque p.44
- = L'homme le plus riche de Chine a vu sa fortune réduite de moitié en 26 minutes p.48
- = Seuls 25% de tous les travailleurs dans le monde possèdent un emploi stable p.50
- = Les cas d'insolvabilité grimpent au Canada, une première depuis la récession p.52
- = Grèce: la faillite grecque est inévitable p.53
- = Quand l'économie décline, la guerre menace (Paul Craig Roberts) p.54



## Fitch révisé les notes de plusieurs banques européennes

LaPresse.ca et AFP Publié le **19 mai 2015**



Deux banques irlandaises ont vu leurs notes reléguées dans la catégorie des investissements spéculatifs: Bank of Ireland (perd deux crans à BB+) et Allied Irish Bank (perd 3 crans à BB).

L'agence de notation Fitch a abaissé mardi les notes de plusieurs banques italiennes, espagnoles, portugaises, autrichiennes, irlandaises et allemandes dans le cadre d'une revue liée au moindre soutien des États européens en cas de faillite.

Fitch avait annoncé en mars 2014 qu'elle allait revoir les notations du secteur au regard des évolutions législatives qui ont réduit la probabilité d'un soutien des États aux banques en Suisse, aux États-Unis et dans l'Union européenne.

Deux banques irlandaises ont vu leurs notes reléguées dans la catégorie des investissements spéculatifs: Bank of Ireland (perd deux crans à BB+) et Allied Irish Bank (perd 3 crans à BB).

Quatre banques portugaises ont vu leurs notes abaissées: la première banque privée portugaise Banco Comercial Portugues a été dégradée de deux crans à BB-, et Banco BPI d'un cran à BB. Caixa Economica Montepio Geral's (Montepio) a perdu deux crans, à B+, et celle de Banif - Banco Internacional do Funchal, a reculé de 4 crans à B-.

Pour Fitch, la rentabilité restera sous pression à cause des bas taux d'intérêt et de la réduction des actifs à risque. La vente de Novo Banco fait également peser un risque sur le système qui devra supporter les pertes potentielles liées à l'opération.

Les notes de quatre banques italiennes ont été abaissées dans la catégorie spéculative: Banco Popolare (perd trois crans à BB), Banca Monte dei Paschi di Siena, qui perd 7 crans à B-, Banca Popolare dell'Emilia Romagna (un cran à BB) and Banca Carige (3 crans de moins à B. La note de Banca Popolare di Milano (BPM) a été confirmée à BB+.

En Autriche, quatre banques ont été dégradées: Erste (BBB+), Raiffeisen Bank International (BBB), UniCredit Bank Austria (BBB+) et Volksbanken-Verbund (BB-), Fitch soulignant les défis auxquels font face ces établissements sur certains marchés comme la Russie ou l'Ukraine.

L'Allemande Deutsche Bank a vu sa note reculer d'un cran à A, assortie d'une perspective négative, et sa filiale Postbank de deux crans à A-.

Fitch estime que les changements stratégiques annoncés en avril, y compris le projet d'IPO de Postbank, apportent «une réponse sensée à un environnement difficile». Toutefois, pendant les 5 ans prévus pour exécuter ce plan, des obstacles peuvent survenir et empêcher la banque de réaliser ses objectifs.

Au Royaume-Uni, Lloyds a vu sa note relevée d'un cran à A+, Barclays (A) et HSBC (AA-) ont vu les leurs confirmées et Royal Bank of Scotland a été dégradée de deux crans à BBB+.

En France, Société Générale a vu sa note confirmée à A tout comme les Suisses UBS et Crédit suisse.

## **Ca devient inquiétant, les dirigeants de grandes banques disent craindre une bulle financière**

Philippe Herlin Publié le 21 mai 2015 [www.goldbroker.fr/](http://www.goldbroker.fr/)

Le *World Economic Forum* est surtout connu pour sa réunion annuelle à Davos en Suisse et qui réunit les grands dirigeants politiques, les intellectuels et les économistes du monde entier. Mais cette organisation demeure active tout le long de l'année et elle publie de temps en temps des communiqués et des rapports. Le dernier communiqué retient l'attention, il est signé par une vingtaine de responsables de grandes institutions financières internationales (UBS, HSBC, Deutsche Bank, Generali, Suisse Reinsurance, Deutsche Börse, BlackRock). Ces dirigeants du monde bancaire et financier alertent sur le risque d'une bulle financière, ils s'inquiètent des conséquences des taux très bas sur la stabilité financière mondiale.

On a envie de dire qu'il était temps ! Mais savourons tout de même le fait que les grands "institutionnels" dénoncent désormais le danger des taux zéro des banques centrales et rejoignent ainsi des analyses qui, pendant longtemps, sont demeurées marginales (des analyses issues de l'école autrichienne, rappelons-le, encore méprisée aujourd'hui dans le champ académique). Désormais, les médias "mainstream" et les économistes en vue vont peut être arrêter de nous expliquer que les banques centrales "soutiennent la croissance et l'emploi" pour adopter un regard plus critique, espérons-le.

"La stabilité financière est un bien commun essentiel et bénéficie à tous les membres de la société" rappellent les signataires, ils expliquent que les banques centrales doivent pouvoir adapter leurs taux d'intérêt en cas de formation d'une bulle sur un marché, comme cela a été le cas par le passé. Mais en s'étant engagé dans une politique de taux zéro, les autorités monétaires se retrouvent pieds et poings liés : par définition elles ne peuvent plus baisser les taux, tandis qu'une hausse significative provoquerait trop de dégâts (notamment un effondrement de la valeur des obligations émises à

taux faibles, et donc des pertes gigantesques pour le système financier). D'autre part, la régulation se focalise trop sur le secteur bancaire traditionnel et fait l'impasse sur la finance parallèle, source de risque systémique. En attendant, la bulle grossit...

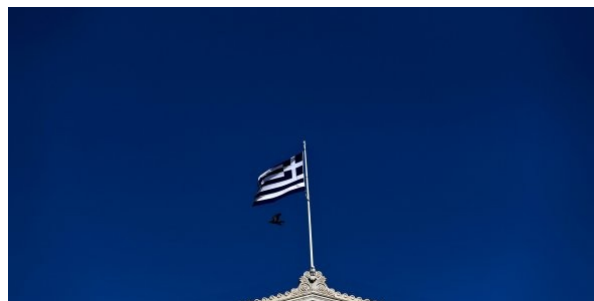
Les banques centrales elles-mêmes semblent se rendre compte du danger. Récemment, Janet Yellen estimait que les prix des actions sont "relativement élevés". Il était temps ! Devant une timide remontée des taux en zone euro, Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE, veut accélérer la politique d'assouplissement quantitatif (60 milliards d'euros de QE par mois) dès les mois de mai et juin. Un début de panique ? Quoi qu'il en soit, les responsables de la Fed et de la BCE semblent nourrir quelques inquiétudes.

Désormais l'existence d'une bulle massive sur les marchés financiers, sur les obligations comme sur les actions, ne fait plus vraiment de doute parmi les grands responsables du monde bancaire et financier. Les grandes banques s'inquiètent sérieusement d'une réédition du krach de 2008, et il n'est pas du tout certain que les plans de sauvetage permettront, cette fois, d'éviter des faillites bancaires. Tout le monde danse sur un volcan et la terre commence à trembler.

La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que "[www.GoldBroker.fr/](http://www.GoldBroker.fr/) tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

## **Grèce : Athènes lance un ultimatum à ses créanciers**

Romarc Godin | 20/05/2015 LaTribune.fr et Reuters



*La Grèce n'honorera pas son paiement au FMI le 5 juin sans accord.*

Un responsable de Syriza a prévenu qu'il ne paierait pas son échéance au FMI le 5 juin s'il n'y avait pas d'accord avec les créanciers d'ici là.

Cette fois, c'est la Grèce qui fixe un ultimatum à ses créanciers. Ce mercredi 20 mai, le porte-parole du groupe parlementaire de Syriza, le principal parti

du gouvernement hellénique a annoncé, selon Reuters que, faute d'accord avec ces derniers, Athènes ne paiera pas son échéance de 302 millions d'euros qu'elle doit rembourser au FMI le 5 juin. Autrement dit, ce jour devient la nouvelle « date fatidique » dans la crise grecque.

Si aucun accord n'est trouvé alors, la Grèce fera le premier pas vers un défaut, et la crise prendra une autre tournure.

### **Pression replacée sur les Européens**

Athènes entend désormais clairement presser le pas et placer la pression sur ses créanciers. Le calcul du gouvernement d'Alexis Tsipras est simple : les Européens et le FMI ne sont pas prêts à assumer le risque d'un défaut qui peut avoir de lourdes conséquences financières et politiques pour eux.

Un défaut grec serait en effet la première marche vers une sortie de la zone euro. Car s'il n'y a pas d'identité entre les deux événements ni de lien automatique, l'un peut entraîner l'autre, notamment si la BCE décide de ne plus accepter les collatéraux (garanties) d'un Etat en défaut pour accorder de la liquidité aux banques. Ou si, à court d'argent faute d'aide européenne, la Grèce doit sortir de la monnaie unique.

### **Des créanciers peu pressés de risquer le défaut**

Athènes peut s'appuyer dans cette stratégie sur plusieurs faits encourageants. D'abord, le FMI, le 12 mai, a refusé de laisser la Grèce faire défaut et a accepté que le pays ait recours à un fonds spécial... du FMI. Autrement dit, le FMI s'est payé lui-même en grande partie pour éviter le défaut.

Quant à la BCE, elle a refusé jusqu'ici, et malgré des menaces répétées, de durcir les conditions de décote des collatéraux dans le cadre du programme d'aide à la liquidité d'urgence ELA. Une telle mesure aurait précipité rapidement le défaut grec. Preuve est donc faite que plusieurs créanciers ne veulent pas un défaut grec.

Le gouvernement grec les met désormais devant leurs responsabilités et cherche également à diviser le camp adverse. Car, ne l'oublions pas, certains, notamment au sein de l'Eurogroupe, ne s'effraient pas d'un défaut hellénique. En fixant un ultimatum, Athènes sème la zizanie chez ses adversaires et espère ainsi forcer la décision en faveur d'un compromis.

## **Faire que la peur change de camp**

La Grèce a d'ores et déjà fait plusieurs pas en faveur de ce compromis : sur la fiscalité et la TVA, notamment. Mais le gouvernement refuse toujours les « réformes » des retraites et du marché du travail exigées par ses créanciers.

Dans ce jeu de poker qui oppose les deux camps depuis quatre mois, la phase finale semble être engagée. Le message qu'Athènes envoie à ses créanciers ce mercredi matin est que la Grèce n'a pas peur d'aller jusqu'au défaut.

C'est crucial dans ce type de situation. Le gouvernement grec rappelle que, dans une discussion entre créanciers et débiteurs, le créancier est aussi en position de faiblesse : il peut perdre sa mise. Ce mouvement stratégique vise à faire changer la peur de camp et à décider les créanciers à accepter un accord sans toucher aux « lignes rouges » fixées par le gouvernement.

## **Echec de la stratégie d'usure**

Lundi soir, Yanis Varoufakis, le ministre grec des Finances avait déjà préparé le terrain : il avait prévenu qu'il préférerait "*faire défaut sur le FMI que sur les retraites et les salaires*".

On semble donc être arrivé au terme de la bonne volonté grecque. Désormais, la stratégie d'attente des créanciers est dans l'impasse. L'Eurogroupe a longtemps cru que, à cours d'argent, Athènes viendrait déposer les armes et capituler. Ce mercredi, il semble que ce ne soit pas le cas.

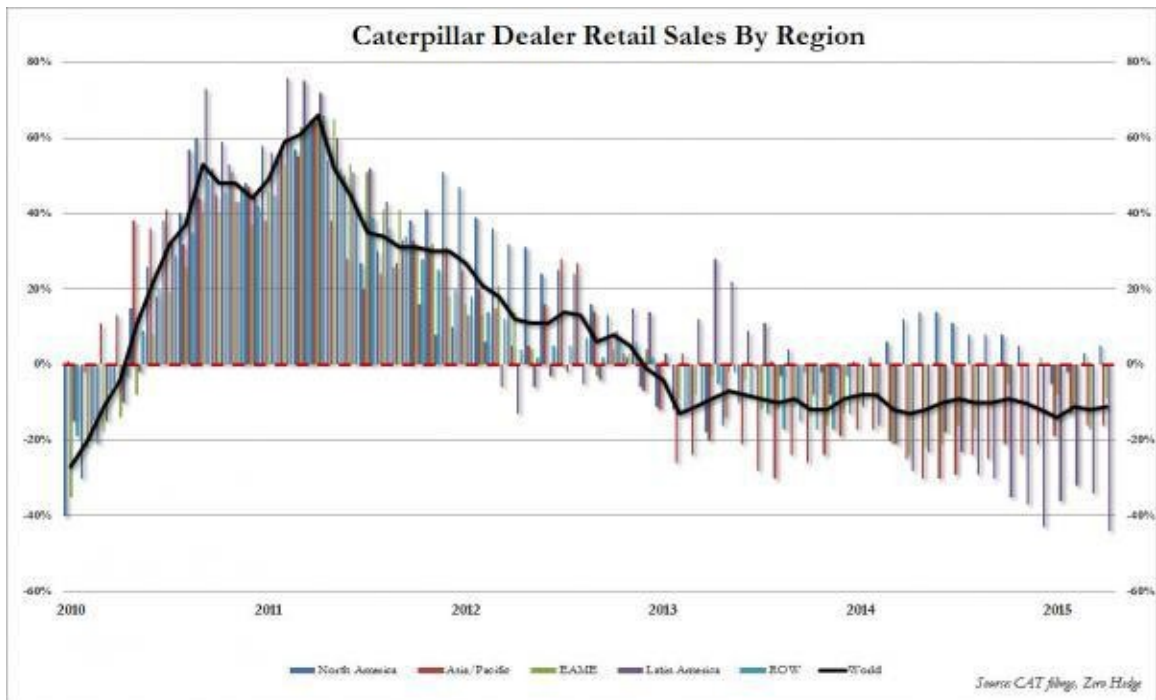
## **Les marchés émergents (BRICS) sont dans un effondrement économique sans précédent !**

Résistance authentique et ZeroHedge 20 mai 2015

Voici à quoi ressemble « la reprise » en général , et en particulier pour Caterpillar, une entreprise qui fournit de l'équipement industriel (lourd et moins lourd), et qui est un bon indicateur de la santé de l'industrie et des BTP, ou plutôt, de leur *gangrène* , particulièrement chez les émergents.

Selon les dernières données sur les ventes au détail, Caterpillar a rapporté 29 mois de baisse dans les ventes au détail au niveau mondial, ce qui est sans précédent avec le mois d'Avril qui a vu un effondrement de 16% Y / Y (*d'une année à l'autre NDLR*) en Chine (après un plongeon de 25% en 2014

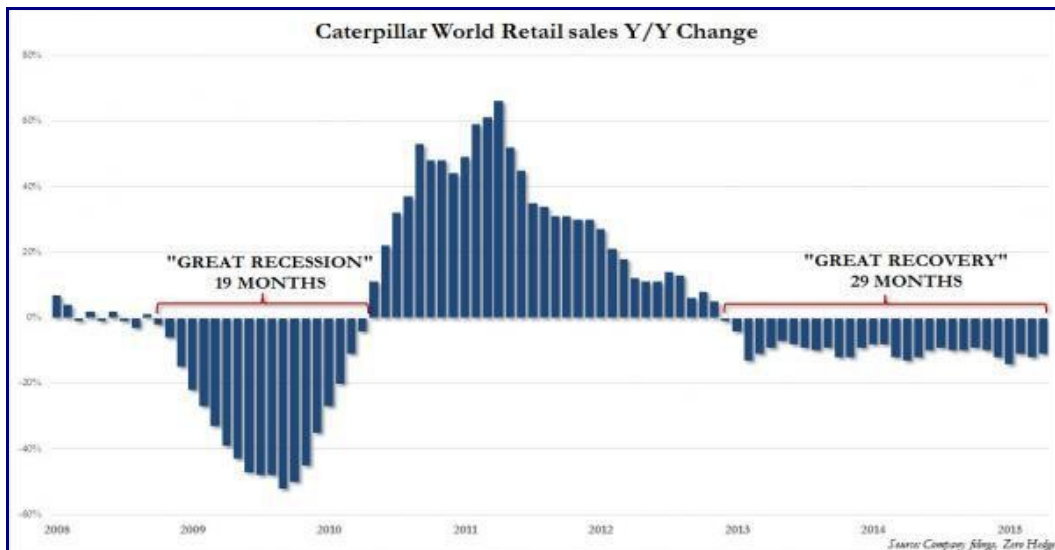
et de 20% l'année précédente), tandis que l'Amérique latine vient de subir un crash épique de 44% Y / Y , le plus grand depuis 2009, après une baisse de 28% l'année précédente.



Aussi loin que le baromètre de l'équipement industriel et lourd existe, les marchés émergents (BRICS) sont dans un effondrement économique sans précédent.

Pour mettre cette deuxième grande dépression en cours pour Caterpillar dans le contexte, au cours de la Grande Crise Financière, CAT a subi « seulement » 19 mois de baisses consécutives des ventes au détail. En Avril 2015, ce nombre est maintenant à 29, et il n'y a aucun espoir en vue de voir un Rebond annuel de sitôt.

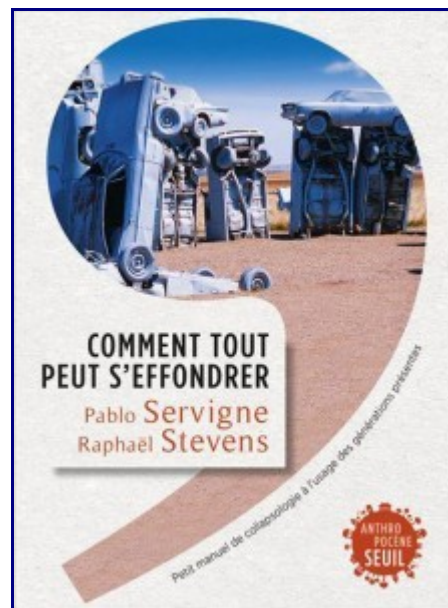




# Comment tout peut s'effondrer

Livre – Pablo Servigne & Raphaël Stevens

Vincent Mignerot Adrastia mai 2015



**Comment tout peut s'effondrer**

*Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*

**Pablo Servigne & Raphaël Stevens**

Edition du Seuil, collection Anthropocène, 19 euros



*« Aujourd'hui, nous sommes sûrs de quatre choses : 1. la croissance physique de nos sociétés va s'arrêter dans un futur proche, 2. nous avons altéré l'ensemble du Système-Terre de manière irréversible (en tout cas à l'échelle géologique des humains), 3. nous allons vers un avenir très instable, « non-linéaire », dont les grandes perturbations (internes et externes) seront la norme, et 4. nous pouvons désormais être soumis potentiellement à des effondrements systémiques globaux. »*

Pour ceux qui se questionnent sur l'avenir, l'année 2015 pourra être cruciale. Elle sera peut-être celle à partir de laquelle il ne sera plus possible de nier rationnellement qu'un effondrement civilisationnel est engagé, et irréversible.

Pablo Servigne et Raphaël Stevens proposent avec cet ouvrage « Comment tout peut s'effondrer » une introduction à la collapsologie (étymologiquement « l'étude de l'effondrement »), qui pourra devenir un domaine de recherche à part entière, s'il n'est déjà d'ailleurs investi de façon plus ou moins assumée par la plupart des scientifiques qui étudient le climat, l'énergie, la démographie, l'agronomie...

Afin de présenter le concept de collapsologie et son contexte, les auteurs procèdent dans un premier temps à un état des lieux très complet de la littérature scientifique, état des lieux d'autant plus remarquable que les problématiques évoquées restent bien articulées les unes avec les autres, et ce malgré la difficulté de l'exercice. Il s'agit d'introduire l'esprit systémique d'une correcte étude de l'effondrement, afin que le lecteur investisse au mieux ses propriétés synergiques et d'autorenforcement.

Les chiffres qui illustrent cette contextualisation nous feront estimer des ordres de grandeur et nous laisseront abasourdis :

- *« Un PIB (par exemple de la Chine) qui croît de 7 % par an représente une activité économique qui double tous les 10 ans, donc qui quadruple en 20 ans. Après 50 ans, nous avons affaire à un volume de 32 économies chinoises, soit, aux valeurs actuelles, l'équivalent de près de quatre économies mondiales supplémentaires ! »*
- *« En l'espace d'une vie, une personne née dans les années 30 a donc vu*

*la population passer de 2 milliards à 7 milliards ! Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, la consommation d'énergie a été multipliée par 10, l'extraction de minéraux industriels par 27 et celle de matériaux de construction par 34. L'échelle et la vitesse des changements que nous provoquons sont sans précédent dans l'histoire. »*

- *« Une moyenne de + 4°C signifie des augmentations jusqu'à + 10°C sur les continents » (note : [la NASA](#) estime que nous sommes sur la trajectoire de 6°C de réchauffement planétaire à l'horizon 2100 par rapport aux niveaux préindustriels)*
- *« En 2003, une étude estimait que 90% de la biomasse des grands poissons avait disparu depuis le début de l'ère industrielle » (...) « quel pêcheur professionnel anglais réalise qu'avec toutes les technologies de son bateau, il ne ramène plus que 6 % de ce que ses ancêtres en bateaux à voiles débarquaient 120 ans plus tôt après avoir passé le même temps en mer ? »*

Au-delà des chiffres l'ouvrage propose des éléments d'analyse pour comprendre pourquoi nous ne parvenons pas à modifier nos comportements destructeurs. Nous retiendrons particulièrement la notion de « verrouillage socio-technique », qui explique comment il est difficile et parfois impossible de revenir en arrière après le développement de certaines techniques. L'exemple de l'agriculture est notable : il a été largement montré désormais qu'une exploitation moins intensive des terres et moins pétro-dépendante pourrait permettre d'aussi bons rendements. Mais la mise en place de l'agriculture industrielle a impliqué le déploiement d'infrastructures devenues toutes interdépendantes et trop puissantes pour que de nouvelles initiatives se développent, même si elles sont efficaces, même si elles sont économiquement viables.

*« (...) les « petites pousses » ne sont pas en mesure de rivaliser avec le grand arbre qui leur fait de l'ombre. »*

Le contexte étant posé et les nombreux signaux faibles qui confirment le constat étant comptabilisés, les auteurs tentent avec habileté et pondération

une futurologie du collapse. Risquée, la démarche est pour autant parfaitement maîtrisée, ne se départissant jamais d'une bonne connaissance des limites de nos capacités à connaître l'avenir, ou même l'instant, d'une problématique. Les auteurs sont également très soucieux d'éviter les mauvaises interprétations et les récupérations idéologiques. Ils n'apportent donc pas de réponse quant au déroulement des événements à venir, même s'ils n'omettent pas là encore de consulter la littérature pour tenter d'en dessiner une forme globale et de déterminer les étapes inévitables qui pourraient accompagner la rupture.

Mais si l'effondrement est certain et qu'on ne peut pas le connaître, que faire de cette question ? L'annonce de l'effondrement peut-elle entraîner le risque de sa propre réalisation ? Les auteurs maintiennent leur position d'observateurs neutres jusqu'à se mettre en retrait par rapport à leur propre étude : *« L'auto-réalisation pose donc la question stratégique suivante : peut-on s'y préparer tous ensemble sans le déclencher ? Doit-on en parler publiquement ? Peut-on le faire ? »*.

Les seules réserves que nous pourrions avoir ne concerneront que quelques reliquats d'esprit revancharde, mais il faut bien admettre que nous sommes tous très prompts à reprocher à d'autres des torts que nous partageons tous. Ainsi la cause du « verrouillage socio-technique » ne saurait objectivement, toute rancœur retenue, se réduire à la seule volonté de quelques puissants. *« La puissance économique et politique des majors du pétrole et du gaz est devenue démesurée, à tel point que 90 entreprises mondiales ont été à elles seules responsables de 63 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre depuis 1751 »*. Mais ce sont bien nos parents et nous-mêmes qui avons consommé, parfois avec plaisir voire avidité, tous ces produits ou services issus des énergies sales.

Nous pourrions discuter aussi d'une vision idéalisée d'un programme d'anticipation, tel qu'il est proposé à la fin de l'ouvrage. Élaboré à partir de l'exemple des régions protégées du « système-monde », qui sont espérées plus résilientes après un effondrement par leur fonctionnement autonome, il manque peut-être à ce programme la prise en compte d'externalités immaîtrisables : ces régions resteraient-elles seulement isolées ? Même s'il est vrai que le développement de ces petites structures d'organisation est massif en ce moment, que deviendront-elles lorsque les grandes villes seront

touchées par des pénuries ? Ne seront-elles pas convoitées et rapidement détruites, la demande dépassant très largement l'offre dès lors que des populations moins bien organisées les auront visées ? La nécessité de cette réflexion sur la coexistence de « *deux systèmes, l'un mourant et l'autre naissant* » est toutefois bien posée à la fin de l'ouvrage.

On aurait souhaité enfin que certains sujets soient mieux intégrés à l'étude, en particulier le rôle de l'économie parallèle et de la corruption durant le déclin qui pourront, par leur propre maîtrise de la plasticité et de la résilience, infiltrer les économies classiques et ralentir l'effondrement global tout en ôtant – bien malheureusement – des chances de succès aux initiatives les plus vertueuses mais souffrant peut-être encore de quelque naïveté quant à leur potentialité de résistance en période d'instabilité globale.

Mais ces réserves n'ôtent rien à la qualité de ce livre facile d'accès, pédagogique et complet, qui parvient à rassérer un lecteur pourtant devenu conscient, éclairé sur un sujet *a priori* terrible. Nous saluerons notamment l'ouverture à des questions polémiques voire subversives, que nos dénis encore forts nous empêchent d'envisager, alors que le réel nous obligera indubitablement à les considérer :

*« Mais si nous ne pouvons aujourd'hui envisager de décider collectivement qui va naître (et combien), pourrons-nous dans quelques années envisager sereinement de décider qui va mourir (et comment) ? ».*

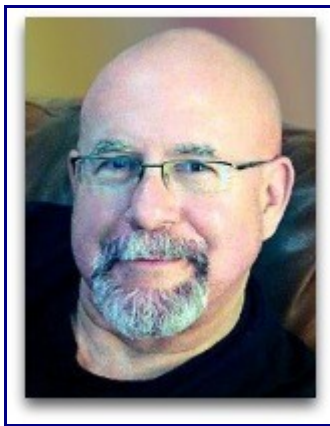
L'étude s'ouvre finalement sur le plus important travail qu'il reste à fournir, qui est désormais celui de « décoloniser les imaginaires » afin d'écrire une nouvelle histoire qui ne pourra être en aucune façon inspirée de ce que nous avons connu jusqu'ici. *A contrario* des anciens, ce nouveau récit sera celui de tous les humains confrontés pour la première fois à un contexte de contrainte généralisée... et sans aucun espoir de croissance.

*« C'est selon nous cette attitude de courage, de conscience et de calme, les yeux grands ouverts, qui permettra de tracer des chemins d'avenir réalistes. Ce n'est pas du pessimisme ! »*

Voilà la meilleure façon d'aborder l'effondrement : faire au mieux pour rester humble, réinvestir le courage, la solidarité, la frugalité s'imposant d'elle-même. Après ce livre indispensable nous attendons avec impatience le prochain, qui pourra attester que les petites structures résilientes sont un projet fiable et pérenne. Mais peut-être cette histoire ne pourra-t-elle se raconter... qu'en la vivant ?

## [Interview de Paul Chefurka pour Adrastia](#)

*Adrastia* , 22 avril 2015



**22 avril 2015**, interview pour Adrastia de [Paul Chefurka](#), informaticien et chercheur **canadien** travaillant en particulier sur le thème de la soutenabilité.

Paul, pour beaucoup de membres du Comité Adrastia, vous êtes l'auteur du blog [Approaching the Limits to Growth](#), site de référence sur l'effondrement global. Depuis une demi-douzaine d'années, vos articles ont montré une analyse aiguisée, tranchant au travers du déni général et exposant les tendances fondamentales et les déterminismes qui nous mènent là où personne ne veut aller. Nous ne vous demanderons pas ici de refaire les démonstrations claires de ces articles, mais actuellement, et de plus en plus, vous parlez d'un voyage spirituel personnel que vous avez entrepris pour faire face à une telle compréhension de l'état du monde. Parce que nous nous soucions des personnes confrontées au même défi, nous voudrions que vous nous expliquiez votre propre expérience.

**D'où vous viennent votre intérêt pour le monde et la nature en particulier ? Quel est votre avis sur leur état actuel et leur devenir ?**

J'ai grandi dans une petite ferme du sud du Canada. Mes parents étaient tous les deux des scientifiques – mon père était chercheur en biochimie travaillant sur les caractéristiques des membranes cellulaires d'insectes et ma mère physicienne. Mon premier contact avec les questions environnementales fut la lecture du livre de Rachel Carson "[le Printemps Silencieux](#)" et plus tard de "[Limites à la Croissance](#)". Cependant, je ne suis pas devenu entièrement conscient de ce qui se passait avant de commencer, en 2004, à examiner le pic pétrolier. De là mon intérêt pour le changement climatique, parce que les deux questions étaient liées par la consommation des combustibles fossiles. C'est ce qui m'a poussé à me demander pourquoi il était si difficile d'accepter ce qui arrive et de changer ses comportements afin d'éviter une crise si évidemment menaçante. La recherche de réponses à cette question m'a amené à commencer une enquête approfondie sur les racines du comportement humain et de ses prises de décisions. Je suis toujours engagé dans cette enquête, quoiqu'elle ait déjà révélé beaucoup d'indices sur notre avenir immédiat.

Je suis profondément pessimiste à propos de l'état actuel de la planète et de notre civilisation mondiale. Je ne vois aucune action qui puisse être mise en oeuvre pour sortir le monde du désordre qui empire chaque jour. Je ne crois pas que l'humanité agissant comme un groupe collectif ait développé les capacités psychologiques qui rendraient possible un changement de direction. Bref, je pense que l'ère de la civilisation industrielle globale (et probablement même de l'espèce humaine) se dirige vers une fin et je ne peux rien voir que nous pourrions faire pour changer ce résultat final. Je suis désolé de sembler si fataliste, mais c'est la conclusion que j'ai tirée après une décennie d'enquête pratiquement à plein temps.

**Pouvez-vous nous citer quels travaux, quels événements ou quelles personnalités vous ont poussé vers cette prise de conscience ?**

Les livres qui m'ont accompagné au cours de ce voyage sont "[Effondrement](#)" par Jared Diamond, les romans de Daniel Quinn "[Ishmael](#)" et "[The Story of B](#)", "[L'effondrement des sociétés complexes](#)" par Joseph Tainter et "[The Ascent of Humanity](#)" par Charles Eisenstein. Plus que n'importe quel autre,

j'ai été profondément troublé, tant intellectuellement qu'émotionnellement, par le petit livre magnifique de William Catton, "[Overshoot](#)".

J'ai aussi été influencé par le penseur américain Jay Hanson, qui tient le site Web [dieoff.org](#). Il m'a d'abord motivé à penser le comportement humain et la vraie nature de l'activité politique en termes de psychologie évolutive et de thermodynamique des systèmes hors équilibre.

**Beaucoup parmi nous se rappellent le moment très exact où ils se sont rendus compte que les choses n'allaient pas bien du tout et particulièrement qu'ils n'auraient pas le futur qu'ils attendaient. Pouvez-vous nous raconter ce qu'il en fut pour vous ?**

C'est arrivé au début de 2004. A l'époque, j'étais un dénégateur "high-tech" du changement climatique, mais ma petite amie était une militante de gauche. Elle m'a défié d'utiliser mes compétences scientifiques sur le changement climatique, de regarder la réalité des données plutôt que de miser sur mes croyances. Quand je l'ai fait, il ne m'a fallu que quelques jours pour me rendre compte que le changement climatique était réel, que cela se produisait déjà et que les combustibles fossiles en étaient la cause. Cela m'a poussé à examiner la question de l'utilisation du pétrole et j'ai immédiatement découvert la notion de pic pétrolier.

Quand j'ai assemblé les deux notions de changement climatique et de pic pétrolier, je me suis rendu compte presque immédiatement qu'à moins que le monde entier ne change radicalement et rapidement la façon dont il se comportait en ce qui a trait à l'énergie, le jeu de nos civilisations n'allait pas continuer très longtemps.

C'était une réalisation profondément troublante. J'ai eu l'impression que je tombais et ne savais pas où chercher des réponses.

**Qu'est-il arrivé ensuite ? Quelle fut votre réaction ?**

Je suis tombé dans une profonde dépression, un puits sans fond de désespoir. Pendant les trois années suivantes, j'ai frénétiquement essayé de trouver une voie par laquelle l'humanité pourrait échapper à ce que j'ai fini par considérer comme un piège inéluctable. Chaque possibilité que j'ai examinée



s'est trouvée invalidée pour des raisons techniques ou politiques. Je n'ai trouvé absolument aucun espoir – je suis devenu convaincu, tant intellectuellement qu'émotionnellement, qu'il n'y avait aucune possibilité que notre civilisation, et probablement même notre espèce, ne survive pendant un autre siècle. En raison de mon désespoir et de ma désolation, j'ai perdu deux relations. J'ai envisagé le suicide. Ce fut, jusqu'à présent, la partie la plus malheureuse de ma vie.

Début 2007, je me suis rendu compte que j'avais à trouver une certaine équanimité ou bien j'allais m'effondrer complètement. Je savais qu'une telle tranquillité d'esprit n'était pas disponible là où j'avais cherché. J'ai commencé à regarder dans d'autres directions que la science. J'ai eu l'idée que ce qui manquait à ma vie était un sentiment du sacré. J'ai donc commencé à fouiller sérieusement les traditions spirituelles du monde. Puisque je n'avais jamais été religieux, je me suis senti le plus à l'aise avec le chamanisme et les traditions non-duales, comme le Bouddhisme, le Taoïsme et l'Advaita Vedanta. Je me suis jeté dans cette recherche et j'ai trouvé une énorme valeur à ces courants antiques de sagesse. J'en parlerai ci-dessous.

### **Aujourd'hui où en êtes-vous avec la question ? Comment la philosophie soutient-elle votre vie ?**

Au cours de la destruction et de la reconstruction de ma vision du monde, je n'ai jamais perdu de vue les réalités scientifiques de notre situation :

- Les niveaux de CO<sup>2</sup> sont maintenant au-dessus de 400 ppm
- Les océans continuent à s'acidifier
- La calotte glaciaire arctique disparaîtra dans une décennie
- Le courant jet (jet-stream) polaire est rompu
- Le climat de la planète est perturbé, avec tout ce que cela implique pour l'agriculture nord-américaine
- L'eau douce et la terre fertile disparaissent
- Les ressources non renouvelables sont épuisées
- Le déboisement continue
- Les espèces disparaissent de plus en plus rapidement
- Les systèmes financiers de la planète deviennent plus instables
- La population mondiale continue de s'accroître de 80 millions

d'individus chaque année et...

- Il n'y a aucun plan significatif dans aucune nation pour aborder n'importe lequel de ces sujets.

Mon étude des systèmes complexes auto-organisés, de la thermodynamique des systèmes hors équilibre, de la cybernétique, de la psychologie évolutive et des neurosciences m'a convaincu qu'un grand nombre de facteurs garderait le système de la civilisation mondiale bloqué dans sa trajectoire actuelle pour le futur proche. Je donne une probabilité très élevée au déclin des civilisations techno-industrielles mondiale, bien que le quand et le comment soient inconnaissables.

La philosophie qui soutient ma vie est aujourd'hui basée sur les courants de sagesse que j'ai mentionnés précédemment.

Dans le *chamanisme* j'ai trouvé la connexion émotionnelle profonde à la Vie qui élève tous les êtres et le sens du sacré dont j'avais manqué.

Le *bouddhisme* m'a enseigné les Quatre Nobles Vérités, qui parlent de la souffrance provenant de l'attachement et comment en finir avec la souffrance en relâchant l'attachement.

Du *taoïsme* j'ai appris l'équanimité du wu wei, ou l'action sans effort. En prenant du recul et laissant la vie se dérouler d'elle-même, j'ai appris à tenir légèrement les rênes.

L'antique philosophie grecque du *scepticisme pyrrhonien* m'a enseigné à considérer toutes mes croyances aussi légèrement que possible et à toujours les mettre en doute.

L'*Advaita* est devenu à bien des égards le cœur de ma nouvelle vision du monde. Par ces enseignements j'ai pu d'abord me rendre compte que je n'étais pas mes histoires. Cette compréhension me permet de mettre de côté mes histoires personnelles, auxquelles je tenais si intimement, comme étant intéressantes, mais sans pertinence.

Lorsque ces histoires ont été mises de côté, ce fut une petite étape pour mieux voir à travers l'illusion du Soi.

La compréhension que le Soi était une construction d'idées plutôt qu'une chose concrète a inévitablement changé ma perception de l'univers. Il est passé d'un lieu d'effondrement et de crainte à un lieu plein de possibilités qui

se déploient d'instant en instant. Les contes d'effondrement que nous nous racontons et les flux de colère, de crainte, d'outrage et de blâme qui circulent dans les veines de notre société comme du poison, ne semblent plus n'être, eux aussi, que des histoires, quoique des histoires fondées dans la réalité du consensus représenté par la science moderne et la nature humaine. Les voir comme des histoires laisse de la place pour que d'autres histoires puissent entrer et les rééquilibrer. Pour moi, ces dernières sont surtout les histoires de signification personnelle profonde, des expériences qui arrivent dans l'instant et, bien sûr, les histoires d'attention aux autres et à soi, de développement personnel et d'amour.

### **Devrions-nous désespérer ou avoir d'une façon ou d'une autre des raisons de bien vivre, si ce n'est d'espérer ?**

Il est impossible de prévoir ce que l'avenir réserve aux individus, communautés ou nations. Il y a tout simplement trop de facteurs complexes en jeu. Cependant, le désespoir n'est pas une réponse viable. Il peut être une réponse valable pour découvrir que les choses que nous avons appris à espérer peuvent ne pas advenir, mais si cette attitude devient permanente, le désespoir empoisonnera notre vie comme aucune autre émotion. Pour notre propre santé mentale, nous devrions faire tous les efforts que nous pouvons pour dépasser l'étape du désespoir aussi rapidement que possible.

J'ai cependant constaté qu'il est impossible d'abandonner la connaissance de ce qui arrive à la planète. Si nous devons trouver notre chemin à travers le désespoir, ce devra être fait tandis que nous portons toujours le fardeau de cette connaissance. Il y a maintenant beaucoup de techniques qui sont développées à cet effet : le "travail du chagrin" comme enseigné par Carolyn Baker, "[The Work That Reconnects](#)" par Joanna Macy et bien sûr les écoles de pensée orientales plus traditionnelles que j'ai examinées sont de très bons candidats pour nous aider à survivre et grandir à travers ce type de souffrance.

### **Quel avenir, raisonnablement plausible, souhaitez-vous à l'humanité ?**

Je souhaite :

- que plus de personnes en viennent à comprendre ce qui arrive et

pourquoi ;

- que nous puissions apprendre en tant qu'individus à mettre nos différences de côté ;
- que nous puissions en venir à voir notre place comme une partie de la toile de la Vie, plutôt que la couronne de la Création ;
- que nous puissions en venir à comprendre le mot "assez".

Ce n'est pas ce que je pense qui arrivera, mais ce sont mes vœux pour l'avenir. Beaucoup d'entre nous sont capables d'adopter ces points de vue. Collectivement, j'estime qu'il est fort peu probable que nous prenions cette direction.

### **Quels conseils donneriez-vous à quelqu'un qui lirait cet entretien ?**

Voici mes conseils :

- Restez éveillé à ce qui se passe autour de nous.
- Ne vous laissez pas accrocher par les « tu devrais » et « tu ne devrais pas » des autres.
- De temps en temps, examinez de nouveau vos valeurs personnelles. Si elles ne sont pas alignées avec ce que vous pensez de ce dont le monde a besoin, changez-les.
- Cessez de blâmer les gens. Les autres sont tout autant de victimes des temps que nous-mêmes – même les PDG et les politiciens.
- Le blâme, la colère et l'outrage sont futiles. Ils gaspillent une énergie précieuse dont nous aurons besoin pour un travail plus utile.
- Riez beaucoup, de tout – y compris de vous-mêmes.
- Considérez les diverses croyances du monde avec légèreté, y compris les vôtres.
- Pardonnez aux autres et à vous-même pour tout, y compris les échecs qui viennent tout simplement du fait que nous sommes humains.
- Aimez tout, aussi profondément que vous le pouvez.

Je dis aussi aux gens qui voient la crise en train de se déployer et qui veulent faire des changements dans leur vie de simplement suivre leur cœur et leurs valeurs personnelles. Je ne leur conseille pas exactement de "Eat, drink and be merry" (NdT « Mangez, buvez et soyez heureux »), mais plutôt de "**Eat,**

*drink and be mindful*“ (NdT « Mangez, buvez et soyez attentif. »).

Meilleurs vœux pour votre voyage,

Bodhi Paul Chefurka

## Les marchés boursiers et obligataires manipulés au détriment des jeunes

20 mai 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Un spectre hante toutes les nations développées de la planète — le spectre d’une révolution de dette.

Lorsque nous vous avons quitté [hier](#), nous examinons de quelle manière l’économie, ces 30 dernières années — et ces six dernières années particulièrement — a favorisé les personnes âgées au détriment des jeunes.

“Levez-vous, les jeunes”, disions-nous en substance, “vous n’avez rien d’autre à perdre que les dettes de vos parents”.

Nous avons montré que les actifs boursiers des seniors avaient été multipliés par 28 depuis 1981. Ce n’était pas un marché haussier honnête : c’était un marché que l’explosion du crédit avait envoyé dans la stratosphère. Mais qu’en ont retiré les jeunes, dont les seuls atouts sont leur temps et leur énergie ? Hélas, l’économie de l’emploi et des salaires n’a été multipliée que par cinq.

Quand on observe de plus près l’emploi et les salaires, le spectre se fait plus sévère et plus menaçant. Parce que les salaires horaires ont à peine bougé ces 30 ou 40 dernières années. Les revenus des ménages ont en fait chuté, passant de 57 000 \$ à 52 000 \$ au 21<sup>ème</sup> siècle.

Mais lorsque nous avons enlevé nos mains du clavier de notre ordinateur hier, il restait une question en suspens, comme la fumée jaillissant d’un bâton de dynamite qui n’aurait pas encore explosé : pourquoi ?

*Ce gigantesque changement — des milliers de milliards de dollars de richesse passant des jeunes travailleurs aux détenteurs d’actifs plus âgés — était-il un accident ?*

Ce gigantesque changement — des milliers de milliards de dollars de richesse passant des jeunes travailleurs aux détenteurs d’actifs plus âgés — était-il un accident ? N’était-ce que la maturation d’une économie de marché à l’âge de l’électronique ? Était-

ce parce que la Chine a pris la route du capitalisme en 1979 ? Ou parce que les robots faisaient concurrence aux jeunes dans le domaine de l'emploi ?

▪ **La réponse est non**

Pour commencer, ce sont les personnes âgées qui contrôlent le gouvernement ; pas les jeunes. Les lobbies, eux aussi, sont financés par des entreprises bien établies, ayant leurs propres intérêts à coeur. Enfin, ce sont les seniors qui décident des résultats des élections : ils sont nombreux... et ils votent. Ils savent où est l'argent.

Deuxièmement, le gouvernement — suivant les ordres des personnes âgées — restreint la concurrence, subventionne les secteurs bien enracinés, augmente le coût de l'emploi des jeunes et dirige ses renflouages, son crédit bon marché et ses contrats vers les barbes grises.

Troisièmement, le système de crédit augmente les profits et les prix du capital existant. Il encourage l'emprunt et les dépenses, ce qui récompense la génération actuelle tout en repoussant les coûts à plus tard.

Rien de tout cela n'était un accident. Rien ne se serait passé sans l'intervention active de la génération supérieure, utilisant le gouvernement pour obtenir ce qu'elle n'aurait jamais pu avoir de manière honnête.

Cela ne revient pas à dire que les seniors étaient complètement conscients de ce qu'ils faisaient et des conséquences que ça aurait. Nous doutons que l'administration Nixon ait eu la moindre idée de ce qui se passerait après le changement du système monétaire en 1971. A l'époque, les dirigeants étaient sur la sellette, craignant que l'or américain parte vers des gouvernements étrangers. Peu de gens pensaient qu'une erreur avait été commise quand la convertibilité du dollar en or a pris fin.

*c'est à ce moment-là qu'a été créé un monde dans lequel les parents et les grands-parents ont pu vampiriser leurs propres enfants*

Pourtant, c'est à ce moment-là qu'a été créé un monde dans lequel les parents et les grands-parents ont pu vampiriser leurs propres enfants... durant les 44 années qui suivirent. Et ce n'est pas fini. La nouvelle monnaie-dette — qui peut naître par la seule vertu de l'emprunt, sans besoin d'épargne ou d'appui à l'or — était exactement ce dont avaient besoin les seniors. Selon nos estimations, ça a augmenté les dépenses de 33 000 milliards de dollars environ — bien au-delà de ce qu'aurait permis l'ancien système basé sur l'or. Ces dépenses ont

fait grimper le patrimoine des vieux croûtons et a augmenté leur niveau de vie.

Parallèlement, un jeune de 25 ans se rendant au travail en 2015 ne peut prétendre à un seul dollar de plus, en termes de salaire horaire réel, que son père en 1980.

### ▪ Quant à la dette gouvernementale...

Dans le secteur des entreprises, les obligations en cours ne représentaient que 17% du PIB en 1981. Elles sont désormais à 11,6 milliers de milliards de dollars, ou 65% du PIB. A quoi était utilisé cet argent ? Une partie a été consacrée à de véritables investissements et améliorations visant à rendre les entreprises plus productives et plus profitables. Mais une bonne partie est allée là où l'on pouvait s'y attendre — rachats d'actions, achats d'autres entreprises et bonus aux haut dirigeants quand leurs actions grimpaient ! A qui tout ça a profité ? En majeure partie à des gens âgés de plus de 50 ans.

La dette gouvernementale est pire encore. Contrairement à la dette personnelle, elle ne suit pas la personne qui l'a contractée dans le tombeau. Elle reste, pour devenir le fardeau de la génération suivante — qui n'en a rien obtenu.

*La dette fédérale américaine, en 1980, était inférieure à 1 000 milliards de dollars* La dette fédérale américaine, en 1980, était inférieure à 1 000 milliards de dollars. Aujourd'hui, elle est à 18 000 milliards. Cet argent a été utilisé pour financer des programmes fédéraux — dont bien peu fournissaient de vrais bienfaits aux jeunes.

Un accident ? Une erreur ? En partie. Mais les seniors devaient savoir ce qu'ils faisaient. Leurs lobbyistes demandaient les dépenses. Leurs politiciens les ont approuvées. Leurs entreprises encaissaient les revenus. Et eux, personnellement, ont empoché une bonne partie de l'argent.

Lorsque l'économie a menacé d'entamer une correction, ils ont exigé plus de crédit, à des termes plus faciles, pour que l'argent continue de couler. Et lorsque la bulle du crédit a éclaté en 2008, ils ont gémi pour que les autorités protègent leurs gains mal acquis.

Du capitalisme honnête ? Pas s'ils pouvaient l'empêcher. De la destruction créatrice ? Pas avec eux aux commandes. Payer pour ce qu'on obtient ? Pas s'ils pouvaient faire passer la facture à la génération suivante.



Jeunes du monde entier, unissez-vous !

## Adios, Argentina

21 mai 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Nous sommes redescendu de notre ranch argentin. Notre dernier jour sur place a été à la fois triste et joyeux.

La vie là-bas vous endure. C'est du moins ce que nous aimons à dire. C'est une vie difficile par bien des aspects. Il n'y a pas de supermarché. Pas de médecin. Pas de pharmacie. Impossible de commander une pizza quand on a faim. Impossible d'appeler quiconque, en fait — il n'y a pas le téléphone !

La température passe désormais sous le zéro la nuit ; les canalisations gèlent. Nous n'avons pas le chauffage central... et pas de chauffage du tout dans la majeure partie de la maison.

Des callosités se sont formées sur nos mains. Nous nous sommes aussi endurcis dans d'autres domaines : les gens du coin nous demandent des choses, nous sommes en train d'apprendre à dire non. Nous entaillons les oreilles des vaches et les marquons au fer rouge sans trop y penser. La poussière fouette, balayée par le vent ; le soleil tape ; les nuits nous raidissent comme des buissons sous la gelée blanche.

Mais hier, nous avons fondu comme neige au soleil.

Hier, Elizabeth a donné sa dernière leçon d'anglais. Les petites filles se sont assises et ont préparé des cartes, pour Elizabeth... et quelques-unes aussi pour Don Bill. Il y a trois mois, elles étaient sur la réserve... trop intimidées pour prononcer un mot en espagnol, sans parler d'anglais. Là, elles ont toutes crié "bonjour Don Bill" et ont couru dans la cour.

"Je ne m'attendais vraiment pas à ça", a dit Elizabeth. "J'ai commencé à enseigner à l'une d'elle, Fatima, parce qu'elle voulait parler à sa tante à New York. Et puis les autres se sont rajoutées. Je n'ai rien fait de spécial, mais les petites semblaient s'éveiller".

*Quoi qu'elle en dise,  
Elizabeth a accompli  
quelque chose de  
spécial*

Quoi qu'elle en dise, Elizabeth a accompli quelque chose de spécial.

"Allez les filles", l'avons-nous entendue dire. "On va revoir les jours de la semaine et les mois de l'année..."

et puis je vous montrerai comment faire un gâteau au chocolat".

"Youpiiii !"

### ▪ De l'importance de la littérature

Elizabeth leur enseigne des chansons et des comptines, leur raconte des histoires et leur montre comment faire des choses. Elle a fait venir des cartons de livres depuis Buenos Aires et les a prêtés à des enfants qui n'ont quasiment jamais rien vu d'autre que leurs manuels d'école.

"Elles ont l'habitude de vivre à la dure, mais elles-mêmes ne sont pas dures pour autant. Il ne s'agit pas simplement d'être sans eau courante ou sans chauffage. La plupart de ces filles n'ont pas de père, ou ne le connaissent pas. La vie de famille, par ici, peut être très fluide et précaire. Mais ces filles sont très innocentes", a conclu Elizabeth. "Elles ne sont ni blasées ni gâtées. Elles n'attendent pas grand'chose. Quand je leur raconte des histoires ou que je leur lis de l'anglais, elles semblent vraiment ravies".

"Elles aiment particulièrement les livres. Tous les livres — même si elles sont trop âgées pour certains et pas assez pour d'autres. J'ai même trouvé *Les quatre filles du Docteur March* en espagnol. Mais elles les aiment tous. J'ai donc installé une bibliothèque dans la maison, où elles peuvent venir chercher des livres. J'en attends une nouvelle livraison de Buenos Aires la semaine prochaine".

Les petites filles avaient toutes fait des cartes pour Elizabeth. "Vous nous manquez", disait l'une. "Amusez-vous bien en Amérique", souhaitait une autre. "Nous vous aimons", disait une troisième.

Il y avait des cartes très élaborées, avec des coeurs découpés... de vraies fleurs collées... des découpages et des pochettes... certaines grandes, d'autres petites.

### ▪ Un petit scarabée...

Nous étions en train de travailler dans notre bureau tandis qu'à l'extérieur, le joyeux désordre montait en volume. Nous venions de trouver une étude fascinante, démontrant le coût des réglementations imposées par le gouvernement sur l'économie. Selon les professeurs Dawson et Seater, tels que cités par Marc Faber dans son *Doom, Boom & Gloom Report*, les réglementations fédérales ont enlevé 2% par an à la croissance du PIB sur une période de 50 ans. Si les réglementations n'avaient pas bougé depuis que

nous sommes nés, en d'autres termes, un nourrisson né aujourd'hui arriverait dans une économie faisant plus de trois fois la taille de l'économie actuelle. Encore une manière dont nous — notre génération — avons volé nos propres enfants. Si nous avons laissé les choses en l'état, nos enfants pourraient avoir trois fois plus d'opportunités d'emploi et un salaire trois fois plus élevé.

*un visage est apparu à  
la fenêtre : la petite  
Mili, sept ans*

Nous avons étudié la manière dont les seniors — pas plus vieux que votre correspondant — ont mis en place un gigantesque transfert de richesse, de l'avenir vers le présent. Nous nous demandions comment il était possible de prélever de la richesse réelle depuis l'avenir quand un visage est apparu à la fenêtre : la petite Mili, sept ans.

Elle est entrée avec un grand sourire, nous a présenté sa joue pour un baiser, puis a pris Don Bill par la main, l'amenant dans la cour où le reste des filles était en train de gambader.

Don Bill a pris une photo des petites, reposé l'appareil puis s'est remis en route vers son bureau. Alors que nous nous éloignons, Mili nous a couru après, a pris notre main et nous a donné une carte.

Elle avait collé les pétales d'une fleur rouge sur un morceau de papier. Elle avait également écrit (pardonnez-nous les quelques libertés prises avec la traduction) :

*Don Bill*

*Je vous écris cette lettre. Je vous donne une poésie.*

*Du haut de la montagne  
est descendu un petit scarabée*

*Il est tombé par-dessus les rochers  
et a eu un petit baiser.*

*I love you much, Don Bill.*

*Mili*

Snif, snif. A demain.

# Marchés actions, marchés obligataires : le consensus économique n'est pas bon conseiller

20 mai 2015 | [Eberhardt Unger](#) | La Chronique Agora

▪ A la recherche d'indicateurs qui peuvent prédire avec assez de fiabilité la tendance à venir sur les marchés financiers, de nombreux participants au marché se fient volontiers au "consensus".

Chaque mois, l'Institute Consensus Economics de Londres calcule un indice basé sur les prévisions des acteurs du marché et des analystes qui est censé représenter l'opinion majoritaire sur certains sujets. Pour de nombreux investisseurs cet indice, communément appelé "consensus", est devenu LA référence en matière d'orientation future des marchés.

Cela relève du principe : quand tout le monde dit la même chose, cela ne peut être que vrai.

Cependant, suivre le troupeau peut se révéler dangereux. Comme beaucoup d'analyses du marché le montrent régulièrement, la majorité se trompe presque toujours.

Les exemples les plus récents sont les prévisions sur les taux de change et les rendements obligataires (prévisions à un an sur les obligations souveraines à 10 ans). En début d'année, les principales banques d'investissement ont prédit que l'euro pourrait tomber à 0,80/0,85 dollars US et que la normalisation de la courbe des taux d'intérêt américains pourrait être imminente. Toutefois on constate aujourd'hui que l'économie américaine n'est pas meilleure que celle de la Zone euro et que le PIB américain pourrait même, à nouveau, être négatif au premier trimestre 2015.

Le déficit du compte courant des Etats-Unis a considérablement augmenté, devenant le plus élevé du monde — tandis que celui de la Zone euro est pratiquement à l'équilibre. Le prix du pétrole n'a pas continué sa baisse.

*C'est sur la tendance des marchés obligataires que le "consensus" s'est le plus lourdement trompé. Depuis fin avril, les rendements ont à nouveau augmenté et pourraient même finir l'année 2015 en plus forte*

hausse. Les marchés boursiers, en particulier dans la Zone euro, profitent d'un manque de réelles alternatives d'investissement et sont soutenus par le développement économique positif. Toutefois, la faiblesse attendue des

marchés obligataires devrait perturber les attentes trop optimistes sur les cours boursiers.

Conclusion : cette année encore, les marchés boursiers devraient suivre l'évolution saisonnière avec une volatilité plus élevée que d'habitude. Le taux de change euro/dollar s'oriente vers les 1,20 plutôt que la parité et les prix des métaux précieux en profitent. Se méfier des marchés obligataires !

## « Les banques peuvent-elles encore faire faillite ? »

Charles Sannat 21 mai 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je reçois régulièrement parmi votre courrier ce type de questionnement. Ma banque est-elle solide, ma banque peut-elle faire faillite, est-ce que mes sous sont en sécurité et accessoirement qu'est-ce que je dois faire pour me protéger...

Je vais donc essayer de procéder par ordre pour répondre à ces questions tout en sachant que si je vous parle de ce sujet aujourd'hui, c'est parce qu'une agence de notation a baissé à nouveau les notes de certaines banques européennes. Nous sommes donc directement concernés par ces risques éventuels. Détaillons tout d'abord cette information.

### **Fitch révisé les notes de plusieurs banques européennes**

« L'agence de notation Fitch a abaissé mardi les notes de plusieurs banques italiennes, espagnoles, portugaises, autrichiennes, irlandaises et allemandes dans le cadre d'une revue liée au moindre soutien des États européens en cas de faillite.

Fitch avait annoncé en mars 2014 qu'elle allait revoir les notations du secteur au regard des évolutions législatives qui ont réduit la probabilité d'un soutien des États aux banques en Suisse, aux États-Unis et dans l'Union européenne.

Deux banques irlandaises ont vu leurs notes reléguées dans la catégorie des investissements spéculatifs : Bank of Ireland (perd deux crans à BB+) et Allied Irish Bank (perd 3 crans à BB).

Quatre banques portugaises ont vu leurs notes abaissées : la première banque privée portugaise Banco Comercial Portugues a été dégradée de deux crans à

BB-, et Banco BPI d'un cran à BB. Caixa Economica Montepio Geral's (Montepio) a perdu deux crans, à B+, et celle de Banif – Banco Internacional do Funchal, a reculé de 4 crans à B-.

Les notes de quatre banques italiennes ont été abaissées dans la catégorie spéculative : Banco Popolare (perd trois crans à BB), Banca Monte dei Paschi di Siena, qui perd 7 crans à B-, Banca Popolare dell'Emilia Romagna (un cran à BB) and Banca Carige (3 crans de moins à B. La note de Banca Popolare di Milano (BPM) a été confirmée à BB+.

En Autriche, quatre banques ont été dégradées : Erste (BBB+), Raiffeisen Bank International (BBB), UniCredit Bank Austria (BBB+) et Volksbanken-Verbund (BB-), Fitch soulignant les défis auxquels font face ces établissements sur certains marchés comme la Russie ou l'Ukraine.

L'Allemande Deutsche Bank a vu sa note reculer d'un cran à A, assortie d'une perspective négative, et sa filiale Postbank de deux crans à A-.

Au Royaume-Uni, Lloyds a vu sa note relevée d'un cran à A+, Barclays (A) et HSBC (AA-) ont vu les leurs confirmées et Royal Bank of Scotland a été dégradée de deux crans à BBB+.

En France, Société Générale a vu sa note confirmée à A tout comme les Suisses UBS et Crédit suisse. »

### **Arrêt sur image :**

« Fitch avait annoncé en mars 2014 qu'elle allait revoir les notations du secteur au regard des évolutions législatives qui ont réduit la probabilité d'un soutien des États aux banques en Suisse, aux États-Unis et dans l'Union européenne. »

Vous le comprenez donc : la raison pour laquelle l'agence Fitch abaisse les notes c'est parce que les États souhaitent retirer leur soutien potentiel en cas de problème.

Pour parler plus clairement, l'idée c'est que les États puissent ne plus avoir à sauver les banques car cela coûte cher, très cher même et les États sont tous surendettés.

La loi permet de faire payer actionnaires et déposants à partir de 2016 en cas de faillite bancaire !

Pour se protéger, les États ont donc mis en place de nouvelles législations. Pour l'Europe, à partir de 2016, la théorie est la suivante : tous les actionnaires et les détenteurs d'obligations bancaires peuvent perdre leurs mises.

Pour les clients, ils peuvent perdre tous les dépôts excédant les 100 000 euros théoriquement garantis. Je dis théoriquement car avec moins de 2 milliards d'euros dans le fonds de garantie des dépôts, qui plus est placés en FCP de diverses banques, cela risque d'être difficile de garantir ce seuil de 100 000 euros par épargnant.

### **Il faut faire quelques distinctions très importantes.**

Souvenez-vous des questions de départ de cet article. Ma banque est-elle solide, ma banque peut-elle faire faillite, est-ce que mes sous sont en sécurité et accessoirement qu'est-ce que je dois faire pour me protéger...

Il faut distinguer la solidité des banques du fait qu'elle puisse faire faillite ou être soutenue et donc que vous perdiez un peu, beaucoup, passionnément ou à la folie toute ou partie de vos sous.

Les banques, de façon générale, ne sont pas solides. Elles sont même particulièrement fragiles et la moindre étincelle serait suffisante, même aujourd'hui, pour ratatiner l'ensemble du système bancaire mondial en quelques jours. Donc non les banques ne sont pas solides, elles sont fragiles.

Mais... les États pour les banques systémiques interviendraient... ou plus précisément les banques centrales en injectant les liquidités suffisantes, et c'est d'ailleurs ce qu'elles font en se relayant savamment depuis 2007. La FED américaine, la banque du Japon, la banque centrale suisse jusqu'à récemment et puis tout dernièrement la BCE enfin qui a tiré de son chapeau un plan d'injection de 1 100 milliards d'euros... appelé QE !

En ce sens, si vous êtes dans une grande banque, cette dernière a peu de chance de faire totalement faillite. Néanmoins, on peut se retrouver dans une situation où vous perdriez tous vos dépôts excédant 100 000 euros, vos 100 000 euros étant plus ou moins garantis par un mix entre des interventions de banques centrales et des États concernés.



## **Alors accessoirement, que devez-vous faire pour protéger votre argent, votre patrimoine ? Simple.**

Comme le disait dans l'une de ses dernières vidéos Jim Rickards, lorsque vous demandez aux très vieilles familles européennes qui ont su conserver leur richesses durant des siècles comment elles s'y sont prises malgré les guerres et les crises, on vous répondra toujours que la répartition patrimoniale la plus résistante et d'un tiers de terres, un tiers d'or et un dernier tiers... d'art !

Vous remarquerez que dans cette répartition, il y a peu voire pas du tout de place... pour de l'argent à la banque ! De la même façon qu'il ne faut pas confondre solidité et faillite potentielle de votre banque, il ne faut pas que vous confondiez votre argent avec votre richesse. Votre richesse est bien plus vaste que les simples sommes que vous détenez ou pas. La véritable richesse de tout temps, c'est la rareté de compétences et des actifs tangibles. On confond effectivement trop souvent argent et richesse...

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

## **[La Chine ne cherche pas à exporter ses capacités de production obsolètes](#)**

En fait si... un peu quand même, et ce n'est pas nous, les Occidentaux, qui pouvons donner des leçons à la Chine puisque nous avons fait cela ces trente dernières années en particulier en exportant nos industries les plus polluantes... en Chine. La Chine étouffe et cherche elle aussi à se défaire progressivement de ces industries à faibles marges et forts coûts environnementaux...

Ce sont certains pays encore plus pauvres de l'Asie et des pays africains qui sont amenés à recevoir des investissements chinois. En clair, les entreprises chinoises délocalisent à leur tour pour aller polluer ailleurs...

Inutile de vous dire que dans ces histoires-là, les notions de morale ou d'éthique n'existent plus...

*Charles SANNAT*

## **[La Bank of Communications de Chine va acheter 80 % des actions de la banque brésilienne BBM](#)**

Cette information vous permet simplement de visualiser que le mouvement

de prise de participations d'entreprises y compris de banques par la Chine est un phénomène mondial. La Chine achète massivement et partout dans le monde des actifs tangibles en échangeant ses dollars papiers contre des entreprises... en France, en Europe, aux USA mais aussi en Russie, au Brésil, sans oublier le continent africain.

La Chine est en pleine expansion et en pleine internationalisation de son économie.

*Charles SANNAT*

### **Canal du Nicaragua : fini le monopole américain de Panama ?**

[Avec le plus gros crash économique de l'histoire de l'humanité qui s'en vient très bientôt ce projet ne sera jamais terminé.]

Est-ce que vous commencez à ressentir et comprendre la puissance économique et politique qui, dans une grande discrétion, s'est éveillée ? Est-ce que vous commencez à comprendre la peur qui tenaille les élites américaines qui pourraient devenir jusqu'au-boutistes ?

La Chine refait en 2015 un nouveau canal de Panama... au Nicaragua...

Nous n'arrivons même pas à faire une ligne de train autour du plus ou moins grand Paris... C'est tout simplement phénoménal et vous voyez là encore la Chine échanger ses dollars moisis contre des actifs tangibles et bien réels...

*Charles SANNAT*

### **Europe : le gaz de schiste US n'a aucune chance face au gaz russe**

Notre meilleur espoir contre l'exploitation stupide et mortifère en terme environnementale du gaz de schiste c'est bien le gaz russe et son faible prix en raison de son faible coût d'extraction.

L'idée des Américains c'était aussi de s'ouvrir un nouveau marché pour leurs producteurs de gaz de schiste en le vendant aux européens... Pour cela, il fallait détruire le partenaire russe... Pour le moment, la Russie, elle, tient ses engagements et livre son gaz aux prix convenus malgré les sanctions que nous imposons... (Mais Poutine est un fou...) Pas comme la France avec ses Mistral... (Mais Hollande est normal.)

*Charles SANNAT*

### **Les exportations de gaz de schiste américain vers l'Europe**

**nécessiteraient des investissements et des frais d'exploitation si importants qu'ils ne pourraient jamais rivaliser avec les livraisons de gaz naturel russe, estime un expert allemand.**



Il n'y aura pas de livraisons de gaz de schiste américain à l'Europe si tant est que la Russie respecte ses engagements, a déclaré à l'agence Sputnik Andreas Kraemer, fondateur de l'Institut écologique allemand et président de l'Ecological Institute US à Washington. »

Le gaz de schiste américain ne viendra pas en Europe. Pour pouvoir le transporter vers l'UE, il faudra d'abord construire un terminal de liquéfaction sur le littoral américain. Ensuite il faudra acheminer du GNL par des méthaniers à travers l'Atlantique et enfin le regazéifier. Cette opération demanderait des investissements et des frais d'exploitation très élevés. Voici pourquoi le gaz de schiste coûtera toujours plus cher que le gaz naturel », a indiqué M. Kraemer.

Selon lui, la possibilité d'exporter du gaz liquéfié est très importante pour l'Union européenne en tant que « garantie de la sécurité énergétique » face aux livraisons russes.

« Cependant, cette idée n'a aucune valeur économique tant que la Russie honorera ses engagements en matière de livraisons de gaz à l'Europe », a conclu l'interlocuteur de l'agence.

En 2014, le gaz russe a constitué 38,6 % des importations allemandes et 23 % des importations néerlandaises.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150519/1016155869.html#ixzz3ahwvA8Fa>

### **Schäuble prudent sur la capacité de la Grèce à éviter la faillite**

« Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a fait montre de

prudence sur la capacité de la Grèce à éviter la faillite, dans une interview publiée mercredi.

Interrogé par les quotidiens *Les Échos* et *Wall Street Journal* sur la possibilité qu'il redise, comme il l'avait fait en 2012, qu'il n'y aurait pas de faillite de la Grèce, M. Schäuble a répondu qu'il « réfléchirai(t) longuement avant de répéter cela aujourd'hui. »

Bravo... un bravo ironique bien évidemment. On accuse Syriza au pouvoir depuis quelques mois alors que la Grèce ne reçoit plus de fonds ni du FMI ni de la BCE depuis 2014... Les choses sont donc un peu plus compliquées.

Ce qui doit inquiéter le citoyen européen, c'est que la Grèce ne demande pas à ne pas faire d'efforts mais juste à répondre à l'urgence humanitaire. On préfère aider l'Ukraine non membre de l'UE pour 11 milliards d'euros. On préfère aider des migrants en les accueillant que d'aider les Grecs à manger et à se soigner... C'est donc une Europe de la soumission, une Europe dictatoriale que nous affrontons, pas une Europe par les peuples et pour les peuples.

*Charles SANNAT* [Source ici](#)

## **AU JEU DU CHAT ET DE LA SOURIS, ON NE SAIT PLUS QUI EST QUI...**

par François Leclerc 21 mai 2015

Sauf accident de parcours, ils ne sont pas prêts d'en avoir fini avec les Grecs ! Il serait maintenant question dans les sphères de l'Eurogroupe de décider d'une extension du *plan de sauvetage* en cours, qui se termine fin juin, ce qui permettrait de passer le cap de l'été et du remboursement à la BCE des titres de la dette venant à maturité. Le nez sur l'obstacle, ils finissent comme d'habitude par l'apercevoir au dernier moment. Cela donnerait également du temps avant d'engager la négociation sur la suite des opérations et permettrait auparavant au gouvernement grec d'organiser un référendum s'il en juge bon. Ce qui laisse entendre que des décisions difficiles à faire passer restent à prendre.

La rencontre d'aujourd'hui entre Angela Merkel, François Hollande et Alexis Tsipras à Riga permettra peut-être de tracer la perspective d'une telle

extension et d'éclaircir un peu une situation toujours aussi incertaine. Wolfgang Schäuble n'y a pas contribué hier en déclarant qu'il devrait « fortement réfléchir » avant de pronostiquer que la Grèce ne va pas faire défaut. À se demander qui donne le ton en Allemagne. Les spéculations sur la contestation au sein de Syriza ayant été ramenées à leurs justes proportions, aucun signal déterminant n'est parvenu d'Athènes. Après avoir essayé sans succès d'obtenir que le sommet européen discute durant ces deux jours d'une proposition d'allègement de la dette, qu'il amène dans ses bagages, Alexis Tsipras aurait l'intention de faire valoir à ses interlocuteurs que c'est à leur tour d'avancer sur la voie du compromis. Une nouvelle proposition grecque de réforme de la TVA serait proche d'être communiquée et un projet de taxation de certaines transactions bancaires aurait été formulé au sein du Groupe de Bruxelles, toujours dans la même intention de privilégier de nouvelles rentrées fiscales à des coupes budgétaires.

Fidèle à sa stratégie, la BCE a légèrement augmenté le montant de ses liquidités d'urgence, ce qui tend à faire croire que les retraits des banques grecques se ralentissent, et n'a pas décidé d'augmenter la décote sur le collatéral que les banques grecques doivent fournir en contrepartie des liquidités de la banque centrale grecque. La Bundesbank mène la guerre en interne, considérant non sans raison d'ailleurs que cette politique représente un soutien abusif de la Grèce en regard de son statut et de ses missions... Mais un autre chiffon rouge a été agité, celui d'une nouvelle échéance de remboursement du FMI le 5 juin prochain, qui ne pourrait pas être honorée selon le porte-parole du Parlement. Yanis Varoufakis, que l'on soupçonnait à tort d'avoir bluffé en annonçant que le gouvernement ne disposait plus que de deux semaines devant lui avant que ses coffres ne soient vides, a de son côté affirmé que le gouvernement donnerait la priorité au paiement des salaires et des pensions.

Pour la suite des opérations, s'il est possible de l'anticiper, le gouvernement grec ne veut pas d'un nouveau plan sur le modèle des deux précédents, et propose de centrer les discussions sur l'allègement de la dette. Entre-temps de premières conclusions du Comité d'audit de la dette publique de la Grèce lancé par la présidente du Parlement pourra apporter une première contribution au débat, à l'heure où l'Ukraine cherche à renégocier la sienne et où le débat s'insinue en Allemagne, [à l'initiative de Thomas Piketty](#). Ils n'en ont pas fini...

# Le cauchemar financier

Posté le 20 mai 2015 par Bruno Colmant

L'économiste n'avance que par tâtonnements intuitifs, puisque l'économie n'est pas une science mais une juxtaposition de disciplines qui relèvent de l'anthropologie, de la sociologie et de la psychologie des foules encadrée d'un cadre politique fluent et saupoudré un zeste de mathématiques.

Le problème principal de nos économies est la dette, existante et latente, de l'Etat.

Contrairement à une dette privée, cette dernière conduit à une ponction sur la richesse future, pour autant, bien sûr, qu'on lui conserve son pouvoir d'achat.

Si la dette se rembourse par le futur, elle se défalque par le présent.

Presque inmanquablement, il arrive un moment où cette dette doit être déduite des patrimoines qu'on croit naïvement pérennes. Cette déduction s'appelle l'impôt, l'inflation, la confiscation, la nationalisation, ... enfin, des événements d'une régularité métronomique qui rythme les générations et rappellent que si la propriété est privée, elle ne l'est que par le bon vouloir du public. En d'autres termes, quand la dette publique est trop importante pour être diluée dans la croissance future, elle se déduit des patrimoines privés.

Le cauchemar, ou la libération, c'est lorsque cette purgation se produit. Est-elle sournoise, comme l'inflation ? Régaliennne comme l'opération Gutt ? Incisive comme la confiscation des dépôts bancaires, comme à Chypre, dont le FMI lui-même a émis l'hypothèse ? Perverse comme l'interdiction progressive des manipulations d'espèces qui capture l'épargne sous une forme électronique, ce pourquoi plaide l'ancien économiste en chef du FMI ? Hurlante comme pendant les révolutions ou les défauts ? Etatique comme les faux-monnayages publics aussi nombreux que les régimes politiques, en passant du rognage des pièces d'or de Philippe le Bel aux Assignats de la révolution, en passant par le sabordage des accords de Bretton Woods en 1971 ? Inattendue comme l'interdiction du négoce d'or, comme Roosevelt le décida en 1933 ?

Il faut toujours garder à l'esprit qu'il n'existe pas de raccourci sur le chemin de la prospérité et que l'économie retrouve toujours ses bases stabilisées, c'est-à-dire qu'elle finit par rappeler à l'ordre ceux qui ont éreinté le capital en



empruntant le futur.

## **Dis, tonton éolien, pourquoi tu tousses ???**

Patrick Reymond 21 mai 2015

Fin 2013, les capacités éoliennes atteignaient 34 250 MW en Allemagne et 22 959 en Espagne.

En France, fin 2014, c'était 9000 MW.

La bonne nouvelle, c'est que ça progresse, la mauvaise, c'est qu'on est loin des 25 000 MW annoncés pour le Grenelle de l'environnement pour 2020.

La raison en est le nucléaire, qui demande encore un peu de temps à monsieur le bourreau. Le bourreau du changement technologique, qui lui met la tête sur le billot.

Comme je l'ai dit récemment, le meilleur ami d'Elon Musk et de TESLA (+ japonais et chinois), c'est EDF.

Parce qu'ils vont augmenter fortement les tarifs, et que le couple photovoltaïque + batteries va baisser, et que la consommation, suite au délire de Jean-Bernard Lévy, va baisser.

D'autant que, si EDF et le complexe militaro-industriel-nucléaire a pu, un temps, ralentir le mouvement, il ne peut pas l'arrêter.

Et il ne l'arrêtera surtout pas à l'étranger.

Il est facile de susciter des "militants", anti-éoliens, peu nombreux, mais actifs, et ne manquant visiblement pas de moyens, et facile aussi de trouver des gens qui dénoncent le caractère "dangereux", du vent. Mais, toutes les énergies sont dangereuses. Le bois est dangereux, le charbon, le lignite aussi, le pétrole se défend pas mal, comme le gaz, en matière de dangerosité. Mais, le ponpon revient au nucléaire.

Moi, à la place des "riverains", contestataires, je demanderais la suppression aussi des routes. C'est fou ce qu'on s'y tue aussi. Et puis, la suppression des lignes électriques, aussi. C'est dangereux ces bêtes là. Et puis la suppression des voisins, engeance redoutable s'il en est.

Quand à la maturité des énergies renouvelables, ne vous en inquiétez pas. Si en France, on fait en sorte qu'elles ne le deviennent pas, c'est toujours pareille, elles le deviendront à l'étranger...

Enfin, dernière chose à signaler. Il paraît que les industriels adeptes des énergies renouvelables ne cherchent qu'à se gaver. Bon, peut-être. Mais où est la différence avec les autres, qui ne sont pas, eux non plus, des philanthropes et amis de l'humanité n'aspirant qu'à la canonisation, et qui aiment bien, eux aussi, croquer de la subvention, et des rentes de situation...

## Environnement : sauvez la planète, laissez-nous tranquilles

21 mai 2015 | [Simone Wapler](#) | La Chronique Agora

▪ “*Sans réglementation ni incitation financière nous ne gagnerons pas la bataille du climat*”.

Bigre... Il y a une bataille du climat, avec des canons anti-grêle dans les vignes, des canons à neige dans les stations de sports d'hiver et des canons à eau pour calmer les foules de migrants qui fuient les bombardements des canons précédents ?

Plus d'un millier de dirigeants sont à Paris actuellement pour un sommet climat au Palais de l'Unesco. Et Antoine Frérot, le président-directeur général de Veolia, s'exprime à ce sujet dans *Les Echos* du 20 mai.

*et la guerre, c'est généralement les hommes qui y partent*

“Après avoir inventé l'économie carbonée qui altère le climat de la planète, l'homme saura-t-il la ‘désinventer’ ? Et arrivera-t-il à stabiliser la hausse des températures à 2°C ? C'est l'enjeu de la COP 21,

la conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris fin 2015”, nous explique Antoine Frérot. Visiblement, sa prose n'a pas été relue par son service de communication qui aurait dû préciser “l'homme, la femme et toutes sortes de bipèdes intermédiaires sauront-ils...” plutôt que “l'homme” ce qui est sexiste et contraire à la parité. Mais tant mieux, après tout, il s'agit d'une guerre — et la guerre, c'est généralement les hommes qui y partent.

L'important est qu'Antoine Frérot a des intérêts dans cette bataille. Veolia vend des “solutions climat”. Plus Veolia en vend et plus il fait de profits, enfin on l'espère pour cette société. Vend-il des canons à eau, à neige, des brumisateurs, des ventilateurs et des climatiseurs ? Non, plutôt des services concernant les traitements de l'eau ou des déchets. Des marchés publics financés par nos impôts. Il “ressource le monde”, nous dit sa vidéo



promotionnelle.

*“Sans incitation financière ni réglementation ambitieuse, il est illusoire d’espérer gagner la bataille du climat. Mesdames et Messieurs les diplomates qui préparez la COP 21, faites-nous un bon accord et nous vous ferons une bonne économie à bas carbone”.*

Ce qu’Antoine Frérot veut, ce sont des aides pour sa belle entreprise — des aides financées par le contribuable qui bien entendu craint le réchauffement climatique en raison d’une émission de CO2 produite par les hommes, les femmes et tous les bipèdes intermédiaires. Il ressource le monde avec nos impôts. *“Qui pollue paie et qui dépollue est aidé”.* Voilà qui est juste, non ?

Non. Car cette belle théorie du réchauffement climatique pour cause d’activité humaine n’a jamais été prouvée, que des travaux scientifiques respectables du Met Office britannique datant d’octobre 2012 l’infirmement même.

▪ **Plus du tout de traités, de sommets ou fonctionnaires ?**

Comme le rappelle opportunément le *Petit traité d’anti-écologie à l’usage des lecteurs méchants* qui vient de paraître aux [Belles-Lettres](#) :

*“Eh oui, rappelez-vous : d’après les données, la tendance générale montrait un réchauffement de près de 0,75°C depuis 1880, et certains scientifiques soutenaient que cette augmentation des températures allait s’accélérer, allant jusqu’à 5°C de plus d’ici à fin 2099. Horreur, catastrophe et îles englouties ! Mais avec les dernières données récoltées en plus de 3 000 points sur toute la planète, il va être plus difficile de propulser les politiques ‘anti-carbone’ et subventions massives à des secteurs de production énergétique ‘alternative’, structurellement déficitaires”.*

*il n’est nul besoin de fonctionnaires, de subventions, d’impôts, de diplomates, de sommets, etc*

Maintenant pour ceux qui ont un tout petit doute et qui aimeraient aider les ours polaires à la dérive, les méduses engluées dans des sacs en plastique et avoir leur part dans un combat écologique, il n’est nul besoin de fonctionnaires, de subventions, d’impôts, de diplomates, de sommets, etc.

Supposons par exemple qu'une entreprise "responsable", très impliquée dans le "tous ensemble sauvons la planète" consigne son emballage en verre ou en plastique (vous savez ce matériau issu de pétrole, lui-même issu de la macération multimillénaire d'arbres engloutis par une catastrophe écologique d'origine non humaine vu que les bipèdes ne massacraient pas la planète pour cause d'inexistence). Bref, supposons...

Achète qui veut.

Jette qui veut.

Rend pour percevoir sa consigne qui veut.

Recycle qui veut. Par exemple on peut imaginer que quelques sans-dents soient incités à ramasser les objets consignés et délaissés par les riches afin de les monnayer à leur profit.

Vous me direz qu'avec de telles solutions, de nombreux fonctionnaires, climatologues, lobbyistes, collecteurs d'aides publiques... seraient obligés de partir à la pêche — ce qui pourrait être dangereux pour la planète et la survie des poissons, sans compter la surconsommation de vers de terre qui pourrait mettre en péril la qualité des sols. Je vous l'accorde. Mais cela reste à prouver.

## **Supprimer le Cash et voler l'Epargne**

Par Bruno Bertez 20 mai 2015

La suppression du cash est l'un des thèmes dominants depuis plusieurs semaines. Ce n'est pas un hasard ou un caprice, non.

Le thème est surdéterminé.

Les défenseurs de la liberté s'en sont emparés. En effet le cash est l'un des derniers refuges de la vie privée, de l'autonomie. C'est l'un des derniers refuges de la rébellion. On ne peut se rebeller que si on en a les moyens, or les confiscations, les embargos et les blocages sont des armes à la disposition des Pouvoirs Dominants. Tout comme le traçage: il n'y a pas de révolte possible sans moyens de paiement surs, discrets, hors du contrôle des Maîtres. Tous les changements de régime, les changements révolutionnaires ont dû être financés; imaginez ce que cela aurait donné sans cash, sans numéraire lors de l'occupation et de la Résistance. Les hiérarques du PS le savent, eux qui ont porté en leur temps les valises de billets de banques pour les terroristes du FLN. Eux qui ont financé plus d'une campagne électorale par des fonds qui constituaient des renvois d'ascenseurs...

Les Pouvoirs dominants alimentent les menaces sur le cash car l'idée leur plaît. En effet si on a peur pour son cash on fait comme le font les classes aisées en ce moment en Grèce, on le dépense, on achète des voitures etc, cela fait du soutien de la demande et donc du GDP. La menace sur le cash incite certaines personnes à réduire leur propension à épargner, nous avons entendu, remarque sexiste, des femmes justifier ainsi leurs folies dépensières.

Il y a un rapport étroit entre les menaces sur le cash et la situation de crise latente de nos systèmes. Nous n'allons pas le développer à nouveau mais signalons :

- -L'aspect fiscal, le cash permet d'échapper aux prédatations.
- -L'aspect bancaire et obligataire, le cash permet d'échapper aux taux négatifs.
- -L'aspect solvabilité des banques, le cash est plus sûr qu'un dépôt bancaire.
- -L'aspect économique, le cash servira à relancer le système quand la destruction aura eu lieu.
- -L'aspect liberté du choix, la suppression du cash équivaut à une suppression du choix individuel pour les dirigistes keynésiens qui vous réduisent à l'état de seul agent économique et nient votre individualité.

La question du cash est un peu moins brûlante depuis la chute des fonds d'état en Europe, près de 800 milliards de fonds d'état qui avaient des taux négatifs, ont maintenant des taux quasi nuls ou positifs contre 2,8 trillions qui avaient des taux négatifs.

Les parades aux menaces contre le cash sont multiples, mais il y en une qui est souvent oubliée, c'est la mise sur pied de systèmes de troc comme on l'a vu en Italie et Espagne....

## **Soros évoque le risque de guerre mondiale**

**Bruno Bertez 20 mai 2015**

George Soros non content d'être philosophe, économiste et investisseur réputé, intervient également en matière de politique étrangère et de géopolitique. Il a été très actif sur le dossier Ukrainien. Sa position, son expérience et ses contacts avec les Maîtres justifient qu'on lui accorde du crédit. Il a un peu tendance à pousser à l'extrême, mais cela est normal, il faut caricaturer et grossir le trait pour être compris.

Selon lui, nous ne devons pas écarter la possibilité d'une troisième guerre mondiale. C'est ce qu'il vient de déclarer à la Bretton Woods Conference de la Banque Mondiale. Tout dépend selon lui de la situation de l'économie chinoise. Si elle échoue dans sa transition en cours, pour réorienter son économie vers la demande intérieure et réduire la dépendance vis à vis de l'exportation, alors il n'est pas exclu que pour garder le pouvoir, les élites la conduisent à une attitude belliqueuse.

En cas de conflit avec un allié des Etats-Unis comme le Japon, nous serions au seuil d'une guerre mondiale. Les dépenses militaires sont en forte hausse en Chine souligne-t-il .

Pour éviter un tel scénario, Soros demande aux USA de prendre des mesures pour mieux intégrer la Chine à la communauté internationale et pour cela de faire des concessions majeures au niveau des organismes internationaux comme le FMI . Le fait de permettre à la monnaie chinoise d'intégrer le panier de monnaies du FMI serait très positif. Même si cela conduisait à faire du Yuan un concurrent potentiel du dollar comme monnaie de réserve mondiale.

Intégrer le Yuan créerait un lien entre les deux systèmes, facilitant la coexistence. Faute de telles évolutions, la Chine va s'aligner de plus en plus sur la Russie politiquement et militairement et le danger de guerre augmentera.

## **Attention à propos de la croissance US de Q1 ,** **INDICATION IMPORTANTE**

**Bruno Bertez 20 mai 2015**

La question de la performance réelle de l'économie Américaine au premier trimestre fait débat. Vous savez que les chiffres publiés ont été médiocres, sinon mauvais avec une quasi stagnation à +0,2%.

Les commentateurs jusqu'à ces derniers jours croyaient que la révision de ces chiffres pourrait pointer dans le sens de la récession. Le cours du dollar en a été affecté, tout comme la parité euro/dollar. Le scénario de désynchronisation entre les Etats-Unis et l'Eurozone a lui également été remis en question.

Les économistes de la Fed de San Francisco viennent de publier une note qui change une nouvelle fois les anticipations. Selon eux la cause de la mauvaise performance au Q1 serait une défaillance des modèles de correction des

variations saisonnières. Selon eux, si on avait corrigé correctement, c'est à dire si on corrige les corrections, les résultats sont bien meilleurs avec une croissance en rythme annuel de 1,8%.

Tout cela est important dans la mesure ou les anticipations de décision de la Fed sur les taux sont censées être « data dépendant », c'est à dire dépendre des indicateurs économiques.

## Fermetures et banqueroutes de magasins

Jesse, Le Café Américain 21 mai 2015

« Notre PIB de croît plus... Nous sommes cuits...

Je vois aujourd'hui plus de chaines fermer que je n'en ai jamais vues, pareil pour les magasins.

La moitié des Etats-Unis n'a plus d'argent. »

*Howard Davidowitz*

« Les plus privilégiés risqueront toujours leur destruction la plus totale plutôt que d'abandonner le côté matériel de leur avantage. »

*John Kenneth Galbraith*

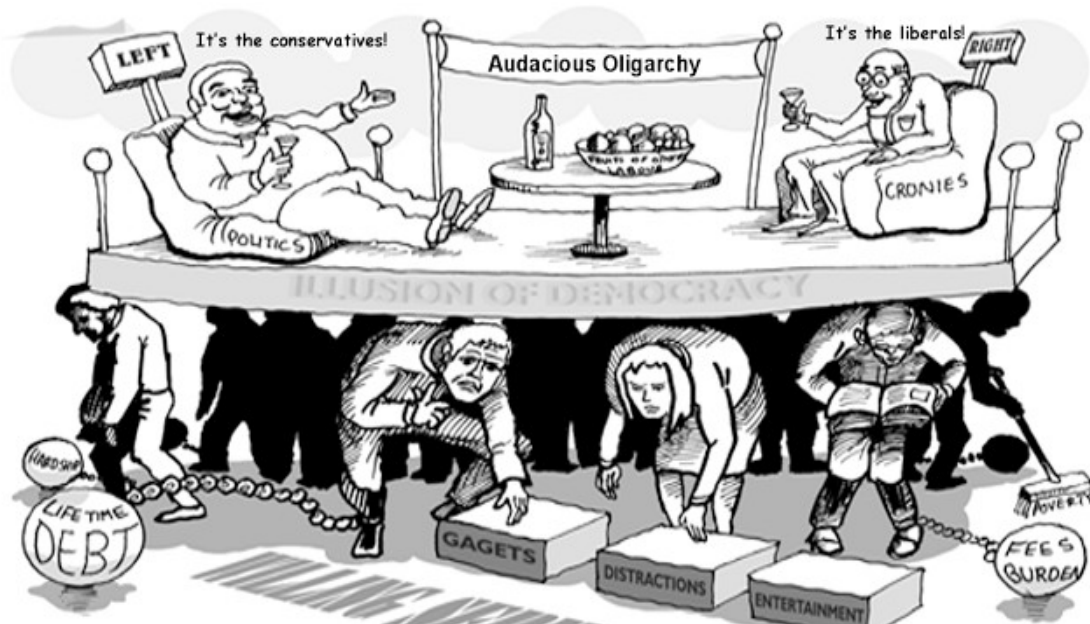
Howard Davidowitz est l'un de mes analystes favoris, et un spécialiste du secteur du détail.

Il tend à observer les faits, et à les répéter même à ceux qui refusent de les entendre. Mais il sait ce qu'il fait, il est talentueux, alors ils se doivent de l'écouter.

Ceux qui profitent du statu quo refusent que quoi que ce soit change, et ne se soucient que d'eux-mêmes au point de se moquer de l'arrivée d'une reprise pour le reste du pays.

Ils se fichent de ce qui se passe, tant que la musique suit son cours, et que l'économie continue de danser au rythme de leur chanson. Ils ne s'en sont jamais aussi bien tirés.

Et leurs défenseurs refusent de reconnaître les problèmes. Ils refusent d'admettre qu'il puisse y en avoir. A cause de la trappe de la crédibilité.



## Un projet volcanique : l'Islande veut confier la création monétaire à sa banque centrale

par [Le Yéti](#) - [Brèves de Yéti](#) 21 mai 2015



*Le volcan islandais Eyjafjöll en éruption*

Est-ce leurs bouillonnants volcans qui les énervent comme ça ? Après avoir laissé leurs banques privées boire le bouillon de leurs turpitudes, voilà que les autorités islandaises veulent leur retirer **l'arme de la création monétaire** pour la confier à la banque centrale du pays ! C'est du moins ce qui ressort d'un rapport parlementaire islandais révélé par Romaric Godin dans [La Tribune](#).



Le profane tombera des nues en s'étonnant qu'il n'en fût pas déjà ainsi. Mais non, la création monétaire est aujourd'hui à l'entière discrétion des banques privées (à travers l'octroi de crédits à tout va dont on a vu les conséquences désastreuses dès 2008). La banque centrale n'ayant, elle, que la possibilité d'espérer influencer sur cette création en jouant sur les taux.

Pour le rapporteur de ce sulfureux projet, Frosti Sigurdjonsson, confier la création monétaire à la banque centrale permettrait à l'État d'agir « dans l'intérêt de l'économie et de toute la société », et non d'alimenter les bourses déjà bien pleines en dividendes des banques privées.

### **Une épine politique dans le pied**

Cette idée qui tombe tellement sous le sens exige cependant deux conditions draconiennes :

- **une banque centrale sous le contrôle de l'État**, donc (en principe) des citoyens qui en élisent les responsables, ce qui exclut d'autorité des officines mafieuses comme la BCE de Mario Draghi ;
- **des responsables politiques qui agissent selon les intérêts des citoyens qui les élisent**, et non de ceux des lobbies financiers qui les corrompent, ce qui exclut à peu près tout le personnel politique européen d'aujourd'hui (à l'exception des élus islandais) !

Ce qui ressort de ce constat, c'est qu'**aucune solution financière, sociale et économique ne sera aujourd'hui possible sans passer au préalable par une véritable révolution politique**, avec vigoureux ménage à la clé.

## **La fin des billets de banque**

21 mai 2015 posté par Benji Les Moutons enragés



L'argent papier risque de disparaître un jour, ce qui serait une bonne chose suivant certains, cela permettrait de rendre la monnaie totalement virtuelle, plus un centime en poche, juste une puce sur une carte, sous la peau ou un smartphone pour payer, entre autres moyens imaginés. Car la situation actuelle est calamiteuse, pire même! L'endettement planétaire est de 286% du PIB mondial, une grosse bulle qui va éclater, si tout devient virtuel, plus de problème avec l'argent sorti des banques, rien ne sera réel, juste quelques données informatiques aisément modifiables. Souvenez-vous en 2011, aux États-Unis, [ils ont tenté d'interdire aux pauvres d'avoir de l'argent liquide sur eux](#), dans l'avenir, plus personne n'aura d'argent liquide.

### **Ce que l'on voit :**

Tout le monde a entendu parler un jour, de cette anecdote du contribuable mécontent de payer trop impôts, qui se présente au guichet de son centre des impôts, avec une brouette pleine de pièces de dix centimes d'euros pour acquitter son dû à l'administration fiscale.

Ce sera maintenant beaucoup plus difficile. En effet, la [loi de finance rectificative pour 2013](#), prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le plafond des règlements en espèces aux guichets des centres des impôts est abaissé de 3 000 € à 300 €.

Selon [l'administration fiscale](#), « *Cette mesure a pour objectif premier d'améliorer la sécurité des usagers et des agents en diminuant le volume des espèces manipulées* ».

Cette chère, très chère, trop chère sécurité. En son nom, on nous impose de plus en plus de contraintes, évidemment pour notre plus grand bien.

Je ne vois pas clairement en quoi cette disposition législative améliore ma sécurité ou celle des agents de l'administration fiscale !!!

Pendant ce temps-là aux États-Unis, de plus en plus de biens immobiliers s'achètent [100 % en cash](#). La progression est impressionnante : A Brooklyn, 32 % des ventes ont été effectuées en cash en mars 2014 contre 20 % il y a quatre ans.



Passons maintenant au comble de la modernité. Qui ne rêve pas d'avoir le dernier smartphone d'APPLE : [l'iPhone 6](#) ? Savez-vous qu'il est équipé, entre autres, d'une [puce NCF](#), d'un capteur d'empreintes digitales, le tout permettant le paiement sécurisé sans contact ?

Quel progrès. Vous pouvez désormais, avec ce bijou de technologie, acheter sur l'iTunes Store, l'iBooks Store et l'App Store, rien qu'en touchant un bouton !!! Fini les billets, finie la carte bancaire, relégués aux rangs d'antiquités.

Vous n'êtes pas un aficionado d'APPLE ? Rassurez-vous, Stéphane RICHARD, le [PDG d'ORANGE](#), notre opérateur national, est persuadé du développement du « [Mobile Banking](#) » en France.

En février 2014, il a lancé le service [Orange Cash](#) à Caen et Strasbourg et il ne compte pas en rester là. Le choix de [Strasbourg](#) n'est pas anodin. En effet, cette ville est l'objet d'une expérimentation de la part du CIC et de la Société Générale qui ont lancé leur propre application de paiement sans contact dès septembre 2013.

### **Ce que l'on ne voit pas :**

Toujours fidèle à notre approche : des faits, rien que des faits :

Revenons à la limite de 300€ en espèces, pour s'acquitter d'une dette au centre des impôts.

Au-delà de l'anecdote, ce ne sont pas que les impôts, taxes et amendes qui sont visés, mais aussi les factures hospitalières ou des collectivités locales et des établissements publics locaux qui sont concernés par cette mesure.

Une fois de plus, le législateur privilégie les moyens de paiements contrôlés par les banques, car cela permet aussi, de nous « pister » et surtout de nous rendre totalement dépendant.

La fin de la monnaie fiduciaire est programmée. C'était même un des sujets « chauds » du [44<sup>ème</sup> World Economic Forum](#) de Davos qui s'est tenu en janvier 2014.

Selon Ajay BANGA, [CEO de MasterCard](#), « *le cash coûte à chaque pays entre 0,5 et 1,5 de PIB pour l'imprimer, le distribuer et le protéger. Un montant qui serait mieux utilisé à d'autres fins* »

Grâce à [MONEO](#), aujourd'hui, nous « n'avons plus besoin » de monnaie fiduciaire pour payer le stationnement dans Paris, notre billet de métro. C'est pratique de ne plus avoir besoin de monnaie...c'est vrai que ça déforme les poches !!!

MONEO, lancé en 1999 par les grandes banques françaises se flatte d'avoir comme « [partenaire institutionnel](#) »...le ministère des finances. Y aurait-il un intérêt commun entre ces entités à voir disparaître nos espèces sonnantes et trébuchantes ?

Mieux encore. Savez-vous que déjà [40% des cartes bancaires](#) sont équipées de la technologie de paiement sans contact ?

Vérifiez la vôtre. Si elle comporte ce pictogramme  c'est le cas.

Rassurez-vous, [la sécurité](#) de ce moyen de paiement est assuré...c'est le groupe VISA Europe France qui vous le dit. Vous n'allez quand même pas croire toutes ces histoires de piratage de données informatiques !!

[VISA](#), vous connaissez ? Créé en 1958 par la Bank of America, la « BankAmericard » est d'abord commercialisée dans toute la Californie.

C'est en 1977 qu'elle est rebaptisée « Visa ». En 2004 est créé Visa Europe, détenue et contrôlée par plus de 4000 banques européennes.

En 2010 le groupement Carte Bleue est racheté par Visa Europe pour devenir l'actuelle « Visa Europe France ».

En 2013, il y a 39 millions de cartes Visa en circulation en France. Plus de 22% des dépenses sont réalisées par la carte Visa.

### LES ESPÈCES EN VOIE DE DISPARITION

Les Français aiment les cartes de retrait, de débit ou de paiement électronique mais, avec 92 millions de cartes, nous en avons moins que les Allemands (135 millions) ou que les Britanniques (169 millions). Nous nous servons intensément de notre « plastic money ».

#### Évolution du pourcentage du nombre de transactions réglées par carte

Pays	2008	2009	2010	2011	2012
France	41,5	42,4	43,6	45,4	47,2
États-Unis	56,8	58,5	60,9	64,2	66,0
Royaume-Uni	49,8	51,5	53,2	55,6	57,0
Allemagne	14,4	14,8	15,5	16,6	17,5
Suisse	39,6	40,7	41,3	43,0	44,8

Les plus rétifs au zéro *cash* sont les Allemands qui sont également d'ardents défenseurs du billet de 500 €.

Source : Red Book Statistical update, décembre 2013, Banque des règlements internationaux.

Dans un article du [Financial Times](#) en date du 28 mai 2014, l'économiste américain Kenneth Rogoff écrit « *Le cash n'est pas adapté à un monde à la criminalité élevée et à l'inflation faible* ».

Il propose tout simplement d'abolir la monnaie papier qui, à ses yeux, a l'immense inconvénient d'être « anonyme »

Qu'on ne s'y trompe pas, les arguments officiels pour limiter, voire supprimer la monnaie fiduciaire, que sont la lutte contre l'argent sale, le blanchiment, la fraude fiscale...ne sont que des artifices.

Le monde politique s'est mis en position de débiteur du monde de la finance. Il ne peut rien lui refuser, pensant naïvement ainsi être associé au pouvoir que donne le contrôle de la monnaie.

Ce contrôle « doit être total », d'où les attaques continuelles contre la monnaie fiduciaire qui nous permet (pour combien de temps encore) de dépenser NOTRE argent comme bon nous emble, sans « laisser de traces ».

Face à nous, les forces sont considérables. Il y a le monde de la finance et le monde politique comme vu ci-avant mais aussi, ne l'oublions pas, le monde

des grands groupes industriels et plus particulièrement ceux de la grande distribution.

## L'homme le plus riche de Chine a vu sa fortune réduite de moitié en 26 minutes

par Audrey Duperron · 21 mai 2015 Express.be

Li Hejun, le second homme ou l'homme le plus riche de Chine, selon les sources, avec une fortune estimée à 30 milliards de dollars, n'est probablement pas prêt d'oublier le 20 mai 2015. [Le propriétaire de l'entreprise de technologie solaire Hanergy Thin Film Power a vu sa fortune réduite de moitié](#) en 26 minutes, lorsque le cours de l'action de cette société s'est écroulé de 47% sur le marché boursier chinois mercredi.

Le cours de la part a entamé sa chute à 10H14, quand il est apparu que Li Hejun ne s'était pas rendu à l'assemblée générale annuelle de son entreprise, qui débutait à 10H le même jour. A partir de ce moment, les rumeurs les plus folles ont commencé à courir, et 26 minutes plus tard, l'action avait quasiment perdu la moitié de sa valeur. A 10H46, les échanges de la part ont été suspendus alors qu'elle ne valait plus que HK\$ 3,91, contre HK\$ 7,32 à l'ouverture.



Le Financial Times souligne qu'il avait déjà enquêté sur le business model de l'entreprise, ses techniques de comptabilité créatives et l'historique de négociation de ses parts. Il apparaît en effet que la part de la société s'est toujours appréciée au cours des 10 dernières minutes de cotation. En outre, la quasi-totalité de ses ventes sont réalisées avec un client unique : une société parente.

Les analystes ont qualifié la société de «désastre imminent» ('a disaster waiting to happen') et ont observé qu'elle utilise une technologie non éprouvée et que les informations sur ses pratiques commerciales sont rares.

Au cours des deux dernières années, les parts de Li Hejun se sont appréciées de 600% à la bourse de Hong Kong, et c'est de cette façon qu'il a fait fortune.

Hanergy produit des cellules photovoltaïques en couches minces pour panneaux solaires, une technologie peu coûteuse à produire, mais qui est moins efficace que les panneaux en silicium cristallin, et qui nécessite donc une plus grande surface de toiture. En Europe, ses produits sont commercialisés par l'intermédiaire d'IKEA.

L'évaluation de la société était devenue supérieure à celle de Sony et 7 fois supérieure à celle de son principal concurrent, l'américain, First Solar Inc. .

Le journal français Les Echos indique qu'en Chine, le secteur du solaire se trouve en situation en surproduction, comme celui de la construction, du ciment, de l'acier ou des chantiers navals. Il rappelle que c'est Shanghai Chaori Solar, un fabricant de panneaux solaires, qui a fait défaut le premier lorsqu'il s'est avéré incapable de faire face à une échéance obligatoire de 14,6 millions de dollars l'année dernière.

## **Seuls 25% de tous les travailleurs dans le monde possèdent un emploi stable**

par Arnaud Lefebvre · 21 mai 2015 Express.be

Selon une étude annuelle sur l'emploi réalisée par l'Organisation internationale du travail (OIT), seul un travailleur sur quatre dans le monde possède un emploi stable, **rapporte l'AFP.**

Ce rapport intitulé **« Emploi et questions sociales dans le monde 2015 »** qui

couvre 180 pays, soit 84% de la population mondiale, montre que 75% des travailleurs ont des contrats temporaires ou de courte durée, des emplois informels souvent sans contrat ou des emplois familiaux sans revenus.

« Ces tendances émergentes sont aussi le reflet de l'insécurité généralisée qui touche aujourd'hui beaucoup de travailleurs dans le monde », explique le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder.

En outre, cette étude indique que « plus de 60% des travailleurs sont privés de tout contrat de travail, la plupart d'entre eux étant établis à leur compte ou contribuant au travail familial dans les pays en développement ». Toutefois, même parmi les travailleurs salariés, seuls 42% travaillent dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée.

Selon ce rapport, l'emploi salarié ne représente que la moitié de l'emploi global. On constate également de fortes disparités entre les régions du monde. Au sein des économies développées et en Europe centrale et du Sud-Est, près de huit travailleurs sur dix sont employés alors que dans le sud de l'Asie et en Afrique subsaharienne, seuls deux travailleurs sur dix sont des employés.

« Le tournant que nous observons de la relation d'emploi traditionnelle vers des formes d'emploi plus atypiques s'accompagne souvent d'une hausse des inégalités et du taux de pauvreté dans de nombreux pays », indique également M. Ryder.

Durant les dix dernières années, les différences de revenus entre travailleurs avec contrat permanent et travailleurs intérimaires se sont accentuées. Par exemple, en Uruguay, cet écart est de 65% tandis qu'aux Philippines, il est de 43%.

Les auteurs du rapport plaident pour que les Etats renforcent leur législation afin de protéger les travailleurs contre les traitements injustes ou arbitraires. D'un point de vue global, « les lois sur la protection de l'emploi ont été progressivement renforcées au fil du temps, une tendance qui est courante à travers les pays et les régions ». Toutefois, en Europe, la protection des travailleurs a diminué de manière générale à partir de 2008 lorsqu'a débuté la crise financière. Cette crise a provoqué une hausse du travail à temps partiel, surtout chez les femmes, entre 2008 et 2013.

Les auteurs du rapport constatent cependant une amélioration en ce qui



concerne le nombre de salariés vivant sous le seuil de pauvreté.

Il y a 20 ans, la moitié des travailleurs dans le monde gagnait moins de deux dollars par jour alors qu'en 2014, ce pourcentage était de 25%. Néanmoins, en 2014, 10% des travailleurs dans le monde ont gagné un salaire inférieur à 1,25 dollar par jour.

## **Les cas d'insolvabilité grimpent au Canada, une première depuis la récession**

LaPresse.ca Publié le 19 mai 2015

Le nombre de Canadiens qui ne peuvent pas payer leurs dettes et se retrouvent en situation d'insolvabilité est en hausse pour la première fois depuis la récession, selon un rapport de la Banque CIBC.

Le nombre cumulatif de cas d'insolvabilité a grimpé de 1,2% dans la période de six mois close en février, a indiqué la banque.

Cette hausse d'ensemble survient alors que le nombre de faillites a reculé de 4,7%. Cependant, le nombre de propositions - lorsque les consommateurs sont capables de rembourser une portion de leur dette - a grimpé de 9,0%.

Selon l'économiste Benjamin Tal, de la CIBC, l'impact de la faiblesse des prix du pétrole commence à se faire sentir.

Le nombre de cas d'insolvabilité au Manitoba et en Saskatchewan a bondi de près de 11%, tandis qu'il a avancé de 6,5% en Alberta.

En comparaison, les cas d'insolvabilité ont diminué de près de sept pour cent en Ontario.

«En examinant la situation en Alberta, il y a des raisons de croire que les trimestres à venir vont montrer une détérioration soutenue», a écrit M. Tal dans le rapport.

La faiblesse des prix du pétrole a forcé certains des plus grands noms de l'industrie à réduire leurs dépenses en immobilisations pour cette année et à réduire la taille de leurs effectifs pour diminuer leurs coûts.

Par exemple, Trican Well Service a annoncé la semaine dernière qu'elle supprimerait 2000 emplois en Amérique du Nord. Elle n'était pas la première à faire une telle annonce ces derniers mois.

M. Tal a noté que la hausse du nombre de propositions faisait suite à des changements mis en place en 2008, qui ont fait passer de 75 000\$ à 250 000\$ la limite des dettes non hypothécaires qui peuvent faire l'objet de tels arrangements, ce qui rend cette option plus attrayante que la faillite.

«Les trajectoires inversées des propositions et des faillites ont mené à une situation qui fait en sorte que les propositions représentent maintenant 50% - un sommet record - de la totalité des cas d'insolvabilité», a affirmé M. Tal.

La Banque du Canada et d'autres ont déjà observé que la dette à la consommation était un important risque pour l'économie.

La longue période de faibles taux d'intérêt a fait grimper la dette des ménages à des niveaux records. Selon Statistique Canada, pour chaque dollar de revenu disponible, les ménages du pays devaient environ 1,63\$ en crédit à la consommation, en prêts hypothécaires et en d'autres prêts.

Cependant, alors que ces données montrent que les familles canadiennes empruntent plus d'argent, cette augmentation survient alors que la valeur de leurs actifs croît elle aussi, notamment celle de leurs actifs immobiliers.

M. Tal a noté que le nombre de cas d'insolvabilité pourrait grimper encore davantage si les taux d'intérêt étaient appelés à croître.

«Compte tenu de la sensibilité accrue des ménages canadiens aux taux d'intérêt plus élevés, il est raisonnable de s'attendre à ce que, contrairement aux cycles précédents, le cycle de raffermissement des taux d'intérêt mène à une augmentation modérée du taux d'insolvabilité», a écrit M. Tal.

Les taux de délinquance ont continué à reculer pour tous les principaux types d'emprunts, à l'exception des lignes de crédit, où les taux de délinquance ont grimpé ces dernières années, a noté le rapport de la CIBC.

«Cette trajectoire témoigne largement du transfert du risque des cartes de crédit aux lignes de crédit», a observé M. Tal.

## **Grèce: la faillite grecque est inévitable**

**BusinessBourse Le 21 mai 2015**

**Dans une lettre adressée au FMI et relayée par le quotidien financier britannique Financial Times, le premier ministre grec Alexis Tsipras révèle qu'il ne pourra pas s'acquitter d'une échéance de 750 millions**



d'euros. C'est la première fois que Tsipras tire ouvertement la sonnette d'alarme.

[Selon le quotidien De Morgen](#), la Grèce a pu rembourser le FMI uniquement grâce à un fonds d'urgence du même FMI. En théorie, l'état grec devrait rembourser encore 1,5 milliard au FMI en juin. Aussi, l'économiste Geert Noels estime-t-il que la faillite grecque est inévitable.

*Interrogé par De Morgen, Noels est d'avis qu'il ne sert à rien d'accorder encore des fonds d'urgence à la Grèce.* “Ces derniers mois, on a écrit des bibliothèques entières sur le problème de liquidité et de solvabilité grec, mais à mes yeux la compétitivité particulièrement faible de toute l'économie grecque est beaucoup trop importante. Tant qu'on ne prend pas de mesures fondamentales à ce sujet, on applique un emplâtre sur une jambe de bois”.

*D'après l'économiste, le FMI ne peut pas se permettre de faire encore des concessions. L'institution risquerait en effet de perdre sa crédibilité internationale. “Aussi, une espèce de départ accompagné, temporaire de la zone euro me semble la solution la plus plausible. Les Grecs devraient revenir à la drachme, mais soutenus par la BCE. Une drachme ‘gérée par la BCE’ présenterait l'avantage que le pays pourrait rester dans l'UE. En outre, dans un tel scénario la monnaie grecque resterait également solvable sur le plan international”.*

Source: [trends.levif.be](http://trends.levif.be)

## Quand l'économie décline, la guerre menace

Paul Craig Roberts Le blog L'intégral 21 mai 2015



Les événements marquants de notre temps sont l'effondrement de l'Union soviétique, le 11 septembre, la délocalisation de l'emploi et la déréglementation financière. Ces événements sont à l'origine de nos problèmes de politique étrangère et de nos difficultés économiques.

Les États-Unis ont toujours eu une haute opinion d'eux-mêmes, mais avec l'effondrement de l'Union soviétique, cette autosatisfaction a atteint de nouveaux sommets. Nous sommes devenus le peuple d'exception, le peuple indispensable, le pays choisi par l'Histoire pour exercer son hégémonie sur le monde. Cette doctrine néo-conservatrice exonère le gouvernement US des contraintes du droit international, et permet à Washington d'user de la coercition à l'encontre d'États souverains pour refaçonner le monde à son image.



Paul Wolfowitz

En 1992, pour protéger le statut de puissance unique de Washington qui a résulté de l'effondrement de l'Union soviétique, Paul Wolfowitz a élaboré ce qu'il est convenu d'appeler la doctrine Wolfowitz. C'est le fondement de la politique étrangère de Washington. Voici son énoncé :

*«Notre premier objectif est d'empêcher l'émergence d'un nouveau rival, sur le territoire de l'ancienne Union soviétique ou ailleurs, qui constitue une menace comparable à celle de l'Union soviétique. Cette considération dominante sous-tend la nouvelle stratégie de défense régionale. Elle exige que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour empêcher un pouvoir*

*hostile de dominer toute région dont les ressources seraient suffisantes, avec un contrôle consolidé, pour disposer d'un pouvoir global.»*

En mars de cette année, le Conseil des relations extérieures a étendu cette doctrine à la Chine.

Washington est désormais engagé dans le blocage de la montée en puissance de deux grands pays possédant l'arme nucléaire. C'est cet engagement qui justifie la crise provoquée par Washington en Ukraine et son exploitation comme propagande contre la Russie. La Chine est aujourd'hui confrontée au nouvel axe de la politique étrangère de Washington baptisé *Pivot to Asia*. La construction de nouvelles bases navales et aériennes US vise ainsi à lui assurer le contrôle de la mer de Chine méridionale, aujourd'hui considérée comme une région vitale pour les intérêts nationaux des États-Unis.

Le 11 septembre a servi à lancer la guerre des néo-conservateurs pour l'hégémonie au Moyen-Orient. Le 11 septembre a également servi à fonder l'État policier aux États-Unis. Pendant que les libertés civiques y fondaient comme neige au soleil, les États-Unis étaient en guerre pendant quasiment tout le début du XXI<sup>e</sup> siècle, des guerres qui nous ont coûté, selon Joseph Stiglitz et Linda Bilmes, au minimum 6 trillions de dollars [*milliers de milliards, NdT*]. Ces guerres ont très mal tourné. Elles ont déstabilisé les gouvernements dans une région importante pour la production d'énergie. Ensuite, elles sont largement responsables de la prolifération de *terroristes*, dont la répression a servi à justifier officiellement ces guerres.

Tout comme l'effondrement de l'Union soviétique a donné libre cours à l'hégémonie US, il a entraîné la délocalisation de l'emploi. L'effondrement soviétique a convaincu la Chine et la Russie d'ouvrir leurs marchés de la main d'œuvre, largement sous-exploités, au capital US. Les grandes entreprises US, même réticentes, incitées par la menace d'OPA menées par les grands distributeurs et Wall Street, ont transféré à l'étranger leurs activités de fabrication industrielles et des services professionnels tels que le génie logiciel.

Cela a décimé la classe moyenne états-unienne et immobilisé l'ascenseur social. Le PIB et l'assiette fiscale US se sont envolés en Chine et en Inde en même temps que les emplois. La vraie classe moyenne US a cessé de croître et a décliné. En l'absence d'augmentation du revenu pour stimuler l'économie, Alan Greenspan a eu recours à l'endettement des

consommateurs, procédé qui a cependant fait son temps. L'économie est aujourd'hui en panne.

Lorsque les biens et les services produits par le travail délocalisé sont introduits aux États-Unis, ce sont des importations qui ne font que dégrader la balance commerciale. Les étrangers profitent de leurs excédents commerciaux pour acquérir des titres, des actions, des entreprises et des biens immobiliers US. En conséquence, les intérêts, les dividendes, les gains en capital et les loyers ne tombent plus dans l'escarcelle des États-Unis, mais de pays étrangers. Cela ne fait que creuser davantage le déficit actuel.

Afin de protéger la valeur du dollar sur le marché des changes face à l'ampleur du déficit des comptes courants et à la création de monnaie pour soutenir le bilan des banques *trop grandes pour faire faillite*, Washington contraint les banques centrales japonaise et européenne à faire tourner la planche à billets aussi. L'impression de yens et d'euros compense l'impression de dollars, protégeant ainsi la valeur de la monnaie US sur le marché des changes.

La loi Glass-Steagall, qui avait séparé les activités commerciales des banques de leurs activités d'investissement, a été quelque peu érodée avant d'être abrogée complètement au cours du second mandat de Clinton. Cette abrogation, en même temps que celle de la régulation des [marchés de dérivés](#), l'abolition de la limite de position imposée aux spéculateurs, ainsi que l'énorme concentration financière qui a résulté du fait que les lois antitrust étaient désormais lettre morte, se sont traduites non par la réalisation de l'utopie du marché libre, mais par une crise financière grave et durable. Les liquidités émises par suite de cette crise ont entraîné la formation de bulles sur les marchés actions et obligataires.

Implications, conséquences et solutions

Lorsque la Russie a bloqué l'invasion de la Syrie et le bombardement de l'Iran prévus par le régime Obama, les néo-conservateurs se sont rendu compte que, pendant qu'ils se focalisaient sur leurs guerres au Moyen-Orient et en Afrique depuis une décennie, Poutine avait restauré la puissance économique et militaire russe.

Le premier objectif de la doctrine Wolfowitz, empêcher l'émergence d'un nouveau rival, avait été manqué. La Russie disait «*Non*» aux États-Unis. Le

parlement britannique s'est joint à elle en opposant son veto à la participation du Royaume-Uni à une invasion US de la Syrie. Le statut du gendarme du monde était ébranlé.

Cela a conduit les néo-conservateurs à délaissier le Moyen-Orient pour tourner leur attention vers la Russie. Au cours de la décennie précédente, Washington avait investi en Ukraine 5 milliards de dollars dans le financement de politiciens ayant le vent en poupe et d'organisations non gouvernementales en vue de les mobiliser pour protester dans les rues.

Lorsque le président ukrainien a procédé à une analyse du rapport coût-bénéfice de la proposition d'associer l'Ukraine à l'UE, il a constaté qu'il n'était pas avantageux et l'a rejeté. C'est alors que Washington a fait descendre les ONG dans la rue. Les néo-nazis ont provoqué la violence et le gouvernement, qui n'y était pas préparé, s'est effondré.

Victoria Nuland et Geoffrey Pyatt ont choisi le nouveau gouvernement ukrainien et mis en place un régime vassal.

Washington espérait profiter du coup d'État pour évincer la Russie de sa base navale en mer Noire, seul port russe en eaux tempérées. La Crimée, qui a fait partie de la Russie pendant des siècles, a toutefois choisi de la réintégrer. Dans sa frustration, Washington s'est remis de sa déception en décrivant l'autodétermination de la Crimée comme une invasion et une annexion russes. Washington a profité de cette opération de propagande pour briser la relation économique et politique de l'Europe avec la Russie en la contraignant à prendre des sanctions contre celle-ci.

Ces sanctions ont eu des conséquences néfastes pour l'Europe. En outre, les Européens sont préoccupés par l'attitude de plus en plus belliqueuse de Washington. Elle n'a rien à gagner à un conflit avec la Russie et craint d'être entraînée dans la guerre. Certains éléments donnent à penser que les gouvernements européens envisagent une politique étrangère indépendante de Washington.

La virulente propagande anti-russe et la diabolisation de Poutine ont détruit la confiance de la Russie en l'Occident. Avec le commandant de l'Otan, Breedlove, qui demande sans cesse plus d'argent, plus de troupes et plus de bases aux frontières de la Russie, la situation devient critique. Dans le cadre d'un défi militaire direct à Moscou, Washington s'efforce d'intégrer à la fois

l'Ukraine et la Géorgie, deux anciennes provinces russes, dans l'Otan.

Dans le domaine économique, le dollar en tant que devise de réserve pose un problème au monde entier. Les sanctions et autres manifestations de l'impérialisme US conduisent certains pays, dont de très importants, à abandonner le système de paiement en dollar. Le commerce international passant de moins en moins par le dollar, la demande de cette devise chute en dépit de la disponibilité de masses considérables de monnaie résultant du Quantitative Easing [*planche à billet, NdT*]. Du fait de la production délocalisée et de la dépendance aux importations des États-Unis, la chute de la valeur du dollar sur le marché des changes entraînerait une inflation sur le marché intérieur. Les niveaux de vie baisseraient encore, ce qui menacerait par contrecoup les marchés des hydrocarbures, des actions, des obligations et des métaux précieux.

La vraie raison d'être du Quantitative Easing est le soutien du bilan des banques. Toutefois, il vise officiellement à stimuler l'économie et à soutenir sa reprise. Le seul signe de reprise est le PIB réel, qui apparaît positif uniquement parce que le facteur déflationniste est sous-estimé.

Il est cependant bien évident qu'il n'y a pas de reprise économique. Avec un PIB négatif au premier trimestre et probablement négatif également au deuxième trimestre, on pourrait assister cet été à une nouvelle aggravation de cette longue récession.

De plus, le taux élevé du chômage (23 %) est différent de ce que l'on connaissait auparavant. Au XXe siècle, après la Seconde guerre mondiale, la Réserve fédérale maîtrisait l'inflation en ralentissant l'économie. Il s'ensuivait alors une baisse des ventes, une accumulation des stocks et des licenciements. Lorsque le chômage augmentait, la Fed inversait la vapeur et les travailleurs retrouvaient leur emploi. Aujourd'hui, les emplois ont disparu. Ils ont été délocalisés. Les usines sont parties. Les travailleurs ne peuvent plus reprendre leur emploi : il est parti.

Restaurer l'économie exige d'inverser le flux des délocalisations et de ramener ces emplois aux États-Unis. Ce serait possible en changeant l'imposition des entreprises. L'impôt sur le bénéfice des sociétés pourrait être fixé en fonction du lieu où elles apportent de la valeur ajoutée aux produits qu'elles commercialisent aux États-Unis. Si les biens et services étaient produits à l'étranger, le taux d'imposition serait élevé. S'ils étaient produits

dans le pays, le taux d'imposition serait faible. Il serait possible de fixer les taux d'imposition de manière à compenser le faible coût de production à l'étranger.

À en juger par la puissance du lobby des multinationales et de Wall Street, cette réforme semble toutefois improbable. J'en conclus que l'économie des États-Unis va poursuivre son déclin.

En politique étrangère, l'orgueil démesuré et l'arrogance des États-Unis, qui se considèrent comme un pays *exceptionnel et indispensable*, détenteur d'un droit d'hégémonie sur les autres pays, implique que le monde s'achemine vers la guerre. Ni la Russie ni la Chine n'accepteront le statut de vassaux accepté par le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et les autres pays d'Europe, le Canada, le Japon et l'Australie. La doctrine Wolfowitz indique clairement que le prix à payer pour la paix dans le monde est l'acceptation de l'hégémonie de Washington.

En conséquence, à moins d'un effondrement du dollar entraînant celui de la puissance US, ou bien que l'Europe trouve le courage de rompre avec Washington pour suivre une politique étrangère indépendante en disant au revoir à l'Otan, nous risquons fortement une guerre nucléaire.

L'agression et la propagande flagrante de Washington ont convaincu la Russie et la Chine que les États-Unis veulent la guerre, ce qui les a conduites à conclure une alliance stratégique. Le 9 mai, les commémorations de la victoire sur Hitler en Russie ont marqué un tournant historique. Les gouvernements occidentaux les ont boycottées, tandis que les Chinois prenaient leur place. Pour la première fois dans l'histoire, des soldats chinois ont défilé avec des soldats russes, et le président de la Chine était assis aux côtés du président de la Russie.

Le rapport du *Saker* sur les commémorations de Moscou [est intéressant](#). En particulier, le tableau des victimes de la Seconde guerre mondiale est éloquent. Comparé au nombre de morts US, britanniques et français, celui des morts russes montre très clairement que c'est la Russie qui a vaincu Hitler. Dans l'univers orwellien des pays occidentaux, la réécriture récente de l'histoire omet le fait que c'est l'Armée rouge qui a détruit la Wehrmacht. Selon la version réécrite, Obama n'a mentionné que l'armée US à l'occasion du 70e anniversaire de la reddition de l'Allemagne. À l'inverse, Poutine a exprimé sa gratitude aux «*peuples de Grande-Bretagne, de France et des*



*États-Unis d'Amérique pour leur contribution [à la victoire](#)».*

Depuis de nombreuses années, le président russe insiste publiquement sur le fait que l'Occident n'écoute pas la Russie. Washington et ses vassaux européens, ainsi que le Canada, l'Australie et le Japon, n'écoutent pas lorsque la Russie dit «*ne soyez pas injustes avec nous, nous ne sommes pas votre ennemi. Nous voulons être vos partenaires.*»

Washington étant resté sourd pendant toutes ces années, la Russie et la Chine sont finalement parvenues à la conclusion qu'elles n'avaient que le choix entre la vassalité et la guerre. Si le Conseil national de sécurité, le Département d'État ou le Pentagone avaient été dirigés par des gens intelligents, Washington aurait été averti que la politique des néo-conservateurs ne faisait que semer la méfiance. Cependant, le gouvernement n'étant constitué que de néo-conservateurs à l'orgueil démesuré, Washington a commis une erreur qui pourrait être fatale à l'humanité.

**Paul Craig Roberts**